

BEST
OF

20
ANS
TELOUEL

TELQUEL

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : RÉDA DALIL

www.telquel.ma



20 ANS
D'ISLAMISME

Qitab
LE LIVRE PAR TELQUEL

OFFREZ UN BEAU LIVRE AVEC AMOUR !

Choisissez un beau livre
parmi notre sélection variée
et recevez votre cadeau
Saint-Valentin dans un joli
packaging à offrir.



Horses, Morocco's
treasure
Prix : 550 DH*



Poètes andalous : sélections
andalouses de poésie et de prose
Prix : 200 DH*



Un urbanisme
expérimental
Prix : 1 000 DH*



Les fibules - Deux mille
ans en Afrique du Nord
Prix : 580 DH*

Commander en cliquant sur

COMMANDER

ou par  Whatsapp au **06 71 81 84 60**

SOMMAIRE



Q uoi de mieux qu'un saut dans le passé pour évaluer tout le chemin parcouru? C'est le but avoué de ce premier best-of que nous vous offrons à l'occasion de notre 20ème anniversaire. Dans ces best-of vous retrouverez le meilleur de TelQuel: enquêtes, portraits, reportages. Le contenu, pour réaliser tout le chemin parcouru, est resté le même et n'a pas été modifié à l'exception des « chapeaux » d'articles qui mettent en perspective le contexte de leur publication. Ce premier best-of nous le consacrons à un phénomène que TelQuel a pu suivre de près et voir évoluer: l'islamisme politique, et plus spécifiquement son versant participationniste, le PJD. Des racines du mouvement, en passant par son émergence, à sa consécration puis sa déchéance électorale, cette série de dossiers vous permettra de revivre ce qui était une véritable épopée politique pour Abdelilah Benkirane, Saad Eddine El Othmani & co. En attendant de vous revoir de nouveau au mois de février pour un best-of 100% culture. Nous vous souhaitons une bonne lecture. Ainsi qu'un bon voyage dans le temps.

Réseaux, leaders

LE WHO'S WHO DES ISLAMISTES MAROCAINS

En 2001, TelQuel réalisait le who's who de la galaxie islamiste marocaine...

Scénario 2007

ET SI LE PJD PRENAIT LE POUVOIR?

Quatre ans avant l'arrivée effective des islamistes au pouvoir TelQuel imaginait déjà l'éventualité d'un gouvernement islamiste...



Enquête

LE STYLE BENKIRANE

Les islamistes sont désormais au pouvoir depuis deux ans. Et le Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, connaît sa première secousse avec le départ imprévu de l'Istiqlal de la coalition gouvernementale...

Gouvernement

DÉCRYPTAGE D'UN LIMOGEGE ROYAL

Le PJD a de nouveau repris le pouvoir par les urnes à l'issue des élections législatives tenues en octobre 2016...

El Othmani



CHEF DU GOUVERNEMENT MALGRE LUI

C'est Saad Eddine El Othmani qui est choisi par Mohammed VI pour prendre la suite d'Abdelilah Benkirane...

**BEST
OF**

**20
ANS
TELQUEL**

TELQUEL N°9
DU 24 AU 30 DÉCEMBRE 2001

PAR SELMA MHAOUD  @TelquelOfficiel
ET DRISS KSIKES  @TelquelOfficiel



RÉSEAUX, LEADERS

LE WHO'S WHO DES ISLAMISTES MAROCAINS

EN 2001, TELQUEL RÉALISAIT LE WHO'S WHO DE LA GALAXIE ISLAMISTE MAROCAINE. ALORS DANS L'OPPOSITION, LES FIGURES PRINCIPALES DU PJD DE L'ÉPOQUE OCCUPERONT DES POSTES CLÉS DANS LES GOUVERNEMENTS À VENIR...





Q uoi de mieux pour aborder un sujet complexe qu'un constat simple : l'islamisme marocain n'a pas opté pour la lutte armée. Le Maroc est resté éloigné des foyers terroristes islamistes, et la violence algérienne ne s'est pas exportée chez nous. Et bien qu'il ait été parmi les premiers pays à accueillir les Frères musulmans venus d'Égypte, le Maroc n'a pas vu se développer le mouvement et n'a pas plus servi de plateforme à son expansion. Et si Ben Laden a recruté des Marocains, ce sont principalement des immigrés, formés au sein d'Al Qaida ou ailleurs, mais auxquels on ne connaît pas d'attache directe avec la mouvance islamiste marocaine. Tout cela ne veut pas dire pour autant que nous ayons toujours été épargnés par le terrorisme islamiste. L'affaire de l'Atlas Asni, évidemment... c'était en 1994. Une demi-douzaine d'hommes cagoulés et munis d'armes à feu avaient fait irruption dans un hôtel de Marrakech, tué un touriste et blessé plusieurs autres. Qui étaient-ils ? Des Français originaires d'Algérie. Arrêtés à Fès 24 heures plus tard (tellement vite que nous nous étions dit : et si la police avait été au parfum ?), il s'est aussi avéré qu'ils bénéficiaient... de complicités locales. Des Marocains du Maroc ? Oui, mais des affiliés vaguement qui à un mouvement basé en France (Jihad), qui à un autre en Algérie (Attakfir wal hijra). Une structure marocaine dans tout cela ? Non, des individus. Quasiment pas structurés, mais dangereux quand même. D'où leur arrestation peu après. D'autres, restés libres, constituent par la suite des groupuscules, centrés autour de leurs chefs respectifs, mais sans coordination entre eux. C'est cette configuration que gardera l'islamisme radical marocain, qui récusé la démocratie aussi bien que la participation à la vie politique et ne jure que par le jihad pour instaurer un État islamique (dixit le Pr Mohammed Darif).

Aux origines, la Chabiba

Certes, le Maroc a connu quelques velléités de constitution de branches islamistes armées, mais les analystes s'accordent à reconnaître qu'elles ont fini par disparaître du pays, ne laissant derrière elles que des individus potentiellement vio-



© AFP

lents, mais qui n'ont eu recours aux armes blanches que de manière épisodique. Historiquement, la plus ancienne est celle de la Chabiba islamya (Mouvement de la jeunesse islamique), l'ancêtre du mouvement islamiste national, créé en 1969. Dans un Maroc où le pouvoir encore fragile ne voyait pas d'un mauvais œil l'émergence d'un contrepoids à la très active "nouvelle gauche", la constitution de la Chabiba a été "suivie de près". Résolument opposée à la gauche impie, mais se définissant comme révolutionnaire, elle était un couteau à double tranchant. Surtout dans un contexte tendu, où Hassan II avait déjà disposé autour des oulémas du pays un étau administratif pour cerner le prêche et, par là, leur influence. Il avait même jugé bon de créer Dar al hadith al hassania (maison du prêche) en 1964. Cinq ans plus tard, la Chabiba voit le jour et c'est Abdelkrim Moti' qui est à sa tête. Quelque temps après, elle crée une aile militaire qui se voit confiée à Abdelaziz Nouamani. Quand ce dernier fait scission de la Chabiba et crée son mouvement des Moujahidin au Maroc, Moti' fonde sa propre



Quand prière rime avec occupation de l'espace public.

branche armée appelée Facil al jihad (le bastion de la guerre sainte) en 1984. Et c'est l'assassinat du leader socialiste Omar Benjelloun en décembre 1975 qui a déclenché le début de la fin officielle de la Chabiba. Le procès des bourreaux de Benjelloun est d'ailleurs mené en l'absence du principal accusé, Moti', condamné par contumace à la prison à vie et réfugié, semble-t-il, en Arabie saoudite. Sa branche armée est dissoute. Elle se réforme en France, à son initiative toujours, sous l'appellation Djihad. Mais elle ne reparaitra au Maroc qu'en 1994, lors de l'affaire Atlas Asni, justement. Sans pouvoir l'étayer, beaucoup soupçonnent le pouvoir d'avoir commandité cet assassinat, ce qui relativiserait forcément la tendance révolutionnaire de la Chabiba et, par là même, l'ampleur de ses activités paramilitaires. Au moment où la répression hassanienne s'abat-tait sans merci sur ses opposants, on imagine mal le pouvoir rester les mains croisées devant la formation d'une branche armée.

En tout état de cause, *“les circonstances de la mort institutionnelle de la Chabiba, en 1978,*

sont floues”, explique Mohamed Tozy : était-ce une décision judiciaire ? Ses dirigeants ont-ils décidé de la dissoudre, son image ayant été ternie par l'affaire Benjelloun ? Darif estime, comme beaucoup d'autres observateurs, qu'au contraire, elle n'a pas disparu. Elle *“et ses mentors de l'intérieur”* ont chassé Moti' de leurs rangs en 1981, lassés de la ligne trop provocatrice de leur chef en exil. Un analyste politique pense quant à lui que *“la Chabiba n'est pas morte. Ses membres sont disséminés dans d'autres groupes islamistes”*.

En quête de légalité

Quel qu'ait été le sort du groupe, les événements de 1975 ont marqué un tournant dans l'histoire de l'islamisme marocain. Avec Ben Barka exécuté, Fqih Basri condamné à mort et forcé à l'exil, Benjelloun assassiné, Moti' en fuite et Kamal Ibrahim (dirigeant de la Chabiba, lui aussi accusé du meurtre de Benjelloun) condamné à perpétuité, la *“pacification du Maroc”* est quasiment accomplie. Le pouvoir aura réussi le tour de force d'ôter en même





Une famille goutant à l'islamic way of life.

» temps à la gauche et aux islamistes le goût du radicalisme, après les avoir jetés l'un contre l'autre. Le choc pour ces derniers a été tel que les nouvelles mouvances islamistes qui apparaissent par la suite dans le royaume abandonnent la violence et divorcent, du moins officiellement, avec l'héritage de la Chabiba. Les fidèles de Moti' se reconvertissent à l'étranger. D'autres, comme Abdelilah Benkirane — qui aurait intégré la Chabiba en 1976 —, rompent publiquement avec lui, l'accusant de les avoir menés à l'impasse. À partir de cette période, la recomposition du champ islamiste s'opère dans une logique de conquête de l'espace politique, avec comme argument une assise sociale que les différents groupes essaient de construire via le travail associatif. On brigue la légalité (et le pouvoir), mais comme on a tâté du Hassan II, on est prêt à composer, à entrer dans le jeu politique. Benkirane fonde au début des années 1980 la Jamaa islamya, qui adopte d'emblée trois principes : la non-violence, la reconnaissance du statut d'Amir Al Mouminine, et la participation à la vie politique. L'organisation

évolue successivement de la clandestinité à l'activisme au grand jour, en passant par deux changements de nom et une fusion. Dans sa forme définitive, elle est Attawhid wal islah, association reconnue légalement dont les dirigeants sont devenus membres du Parti de la justice et du développement (PJD). Intégrés dans le circuit officiel, les islamistes d'Attawhid seront souvent accusés de coopérer avec le Makhzen. L'organisation est aujourd'hui représentée au Parlement par dix députés. Même Cheikh Abdessalam Yassine, l'opposant islamiste par excellence, le mystique que le pouvoir n'a jamais pu assagir (ce n'est pas faute d'avoir essayé), s'éloigne d'emblée de la lutte armée. Ce n'est que bien après cette période critique qu'il crée son mouvement Ousrat al adl, en 1981, qui deviendra six ans plus tard Jamaat al adl wal ihssane. L'association est née autour d'un écrit regroupant la pensée de Yassine, Al Mihaj annabaoui, une sorte de Constitution pour le mouvement. Le cheikh l'avait rédigée quelques années après avoir envoyé sa fameuse "lettre" à Hassan II (L'islam ou le déluge), donc pendant la pé-



Abdelslam Yassine, opposant virulent au régime, s'est éloigné de la lutte armée d'emblée.

riode trouble de l'agonie de la Chabiba. Se positionnant contre le statut d'Amir Al Mouminine du roi, Yassine prône, concepts islamiques et exemples historiques à l'appui, une royauté "repentante", qui "restituerait au peuple ses richesses" et instituerait un régime islamique. "Au cas où le roi refuserait de collaborer, ils passeraient au Jihad", ironise un militant de gauche. Ce que Yassine envisage (dans des déclarations, mais pas dans Al Minhaj), c'est la désobéissance politique. Dans une tentative de forger son propre lexique, il invente le concept de la Kaouma, "une version yassinienne de la révolution iranienne", comme l'explique Tozy, laquelle est, rappelons-le, non violente dans ses principes. La révolution proprement dite est exclue de la terminologie du Minhaj.

Pas de péril à l'horizon

Restent des mouvements récents comme Al Badil al hadari et Al Haraka min ajl al oumma, qui sont par définition opposés à la lutte armée. Considérés comme des modérés, "les militants de la Haraka

constituent la continuité politique, mais pas culturelle de l'esprit de la révolution iranienne" selon Mustafa Khalfi, journaliste à Attajdid, organe de Attawhid. Ce qui veut dire qu'ils cherchent, à terme, la création d'un État islamique en adoptant une stratégie d'alliance avec l'élite de gauche nationaliste et panarabiste. Al Badil, lui, se veut proche des démocrates, "qu'ils soient musulmans ou pas". C'est ce qui s'appelle être dans l'air du temps.

La mouvance islamiste, on le voit, a constamment évolué, accompagnant la conjoncture politique du pays. À tel point que la configuration actuelle n'a plus grand-chose à voir avec celle de départ. Une pléiade d'organisations qui s'activent sur le plan social, que réunit un souci commun :

ne pas trop se taper les uns sur les autres (nous sommes tous musulmans donc frères, n'est-ce pas), et un leitmotiv : l'unification. Vu leur disparité autant idéologique que pratique, c'est aujourd'hui un fantasme, n'en déplaise à Cheikh Yassine.

Il faut reconnaître que le pouvoir est pour beaucoup dans cette parcellisation de la mouvance. Quoi de plus normal dans un pays où le régime a eu pendant longtemps pour priorité la survie ? Les islamistes ont, bon gré mal gré, composé avec l'État, dans des échanges qui aboutissaient en phase ultime à l'instauration de l'équilibre entre les forces. Prenons l'exemple de l'assassinat de Omar Benjeloun. Dans le contexte "particulier" de l'époque (Hassan II faisait le ménage, aiment à dire les cyniques), cela cadrerait trop bien avec les intérêts du défunt monarque pour ne pas susciter les doutes. Les quelques "anomalies" relevées lors du procès de Moti' et de ses complices ne peuvent que conforter ces doutes. Autre symptôme de ce jeu d'équilibre subtil, la situation légale des associations islamistes. On peut légitimement considérer que, à part Al Adl wal ihsane, elles sont reconnues en termes



» pratiques, dans la mesure où elles ont toutes déposé leur dossier auprès des autorités. Tant que ces dernières ne formulent pas un refus explicite, les premières n'attendent pas pour vaquer à leurs activités militantes. Si le pouvoir tolère leur activisme, c'est certainement pour mieux les cerner quand le besoin s'en ressent. Les luttes entre les gauchistes et les barbus dans l'enceinte universitaire, à l'avantage de l'une ou de l'autre des parties selon la convenance des autorités, le montrent. Et si, aujourd'hui,

ce sont les islamistes qui y dominent, c'est un argument de plus entre leurs mains pour pousser le pouvoir à leur concéder du terrain sur le champ politique. Car c'est là que se jouent les véritables batailles à présent. Comme le relève perfidement un haut responsable de la sécurité, "un islamiste est un Marocain ordinaire qui cherche à être élu et/ou à s'enrichir. Son taux de sincérité n'est pas plus élevé que celui d'un autre militant". Le péril vert n'est plus ce qu'il était... ■

COMMENT L'ASSASSINAT DE OMAR BENJELLOUN A REMODELÉ LE PAYSAGE ISLAMISTE AU MAROC

Le 18 décembre 1975, Omar Benjelloun, grande figure de l'USFP, quitte son domicile casablancais quand il est attaqué par une bande de cinq personnes qui l'assassinent sauvagement, à coups de couteau. Rapidement, les cinq meurtriers sont appréhendés, en plus de trois complices qui les ont aidés à prendre la fuite. Au total, huit personnes sont arrêtées et jugées pour avoir participé directement au crime. Les procès-verbaux établis par la police judiciaire citent abondamment le nom de Abdelkrim Moti', à l'époque moufti fameux et membre très influent de la Chabiba islamya, un "parti" intégriste avant l'heure, développé et renforcé au fil des décennies 1960-70. Les premières conclusions tombent : la bande des huit aurait agi sur la base des recommandations de Moti' émises dans le cadre d'une fatwa contre Omar Benjelloun. Dans ladite fatwa, le compagnon de Mehdi Ben Barka est accusé d'être un "communiste", un "athée", et d'agir contre l'islam. Les procès-verbaux de l'époque, en plus d'accabler Moti', dégagent aussi un autre nom, celui de Abdelaziz Nouamani, qui passe pour le guide spirituel de la Chabiba islamya. Curieusement, le mandat d'arrêt lancé contre Moti' arrive trop tard puisque l'intéressé a eu le temps de faire ses valises et de partir à l'étranger, en Arabie saoudite dans un premier temps, puis en Europe et en Libye. "Avec la complicité de la police marocaine", ajoutent bien des voix dans les milieux socialistes. La piste, pourtant sérieuse et lourde de conséquences, n'a jamais été explorée. Plus curieux encore, le procès qui s'ensuit revient sur les conclusions du PV de police. La responsabilité directe de Moti', commanditaire supposé de l'assassinat (ou, pour le moins, témoin aux premières loges) est largement remise en cause. C'est le flou total. La justice s'en tient à la partie émergente de l'iceberg : cinq exécutants et trois complices. Elle ne cherche pas plus loin. Officiellement, l'assassinat de Omar Benjelloun est un "mystère". Pendant ce temps, Moti' s'est volatilisé...

Les lourdes peines prononcées contre les huit islamistes inculpés ne trompent personne, et surtout pas les avocats "ittihadi" qui protestent et exigent, dans la foulée, un complément d'enquête et d'autres man-



ats d'arrêt. Mais on en reste là. L'implication des services secrets marocains, largement évoquée mais en off par les uns et les autres, n'a jamais été ni démentie ni établie. Pour la Chabiba islamya, l'affaire Benjelloun a eu de nombreuses répercussions. Moti' parti à la sauvette, Nouamani ébranlé, la Chabiba a vu sa cote décliner. Les principaux "jeunes" qui la composaient ont rejoint ou fondé, depuis, d'autres mouvements. On en retrouve certains, d'ailleurs, à l'actuel PJD, mais aussi au Badil al hadari, partis d'obédience islamique. Pour le reste, la mouvance islamiste a été condamnée, dans son ensemble, à la clandestinité la plus absolue. Elle aussi, après les socialistes, allait goûter à la matraque policière. Ce qui, au passage, radicalisa bien des tendances à venir, notamment du côté du futur Al Adl wal ihsane. Ces événements ont creusé un fossé, qui semblait à l'époque définitif, entre les islamistes et le "bloc" socialiste. Plus grave encore, ils ont jeté le trouble sur les origines, les fondements et les relations de la mouvance islamiste en général avec le pouvoir en place. Quant aux exécutants directs du crime de Benjelloun, ils ont connu des fortunes diverses. Six ont été relâchés au fil des années, alors que deux croupissent aujourd'hui encore à la prison civile de Oukacha où, dit-on, "ils animent les prières et les cérémonies religieuses". Leurs conditions de détention sont jugées, selon plusieurs sources concordantes, excellentes. ■

TELQUEL

LeScan
Le podcast actu

L'info quotidienne décryptée en 10 minutes



Avec
**Landry
Benoit**

Disponible sur telquel.ma/podcasts

À découvrir sur :



**BEST
OF**

TELQUEL N°255
DU 6 AU 12 JANVIER 2017

**20
ANS
TELQUEL**

PAR **KARIM BOUKHARI**  @TelquelOfficiel
ET **ISMAIL BELLAOUALI**  @TelquelOfficiel

SCÉNARIO 2007

ET SI LE PJD PRENAIT LE POUVOIR ?

**QUATRE AVANT L'ARRIVÉE EFFECTIVE
DES ISLAMISTES AU POUVOIR TELQUEL
IMAGINAIT DÉJÀ L'ÉVENTUALITÉ D'UN
GOUVERNEMENT ISLAMISTE. AVEC
CERTAINES PRÉDICTIONS PAS SI
ÉLOIGNÉES DE LA RÉALITÉ...**

Saâd Eddine El
Othmani reçu par le
roi Mohammed VI.





S'il est conscient de sa force, le parti de Saâd Eddine El Othmani en ignore la mesure exacte. Que pèse réellement le PJD dans la société marocaine ? Que représente-t-il sur le très éclaté échiquier politique du royaume ? En attendant l'avènement d'un outil de mesure véritable (les législatives de septembre 2007, par exemple), les seuls repères actuels restent les sondages effectués coup sur coup, courant 2006, par l'Institut républicain international (IRI, un appareil de sondage proche des républicains américains), qui créditaient le PJD, respectivement, de 47 et de 45,6 % des intentions de vote des Marocains. C'est d'ailleurs à partir de ces deux sondages que le Maroc, et probablement la communauté internationale, se sont réveillés au risque de raz-de-marée islamiste en 2007. Même s'ils n'étonnent pas vraiment grand-monde, les scores attribués au PJD sont à prendre avec des pincettes. Parce qu'ils correspondent à de simples instantanés, "flashés" respectivement en mars et août 2006, et n'ont aucune valeur permanente. Ensuite parce que la tradition des sondages n'existe pas encore au Maroc. Autrement dit : en absence de recul, nul ne peut prévoir que les intentions de vote seront bien confirmées le jour



Le Parlement sera-t-il envahi par les députés Pjdistes au lendemain des élections de 2007 ?

du scrutin. "Les sondages de l'IRI signifient que quelque chose, dans le système marocain, a été profondément dérégulée. Il est anormal qu'un parti récolte la moitié des intentions de vote des Marocains. C'est énorme dans un système qui est organisé d'une manière telle que, personne, aucun parti, ne peut prétendre à la majorité. Cela signifie que ce système n'est pas infaillible et que les autres partis en face sont en net recul", scande

Programme

CE QUE LE PJD VEUT FAIRE (DE NOUS)

Que ferait le PJD de notre vie quotidienne si, un jour, il avait les moyens d'en décider ? Nous avons posé une série de questions politiques, économiques, culturelles, à divers représentants du parti islamiste. Questions et réponses condensées, résumées, dans ce qui suit :

Supprimer les festivals de musique et les manifestations culturelles ? Non. "Il n'est pas question de supprimer les festivals d'Essaouira, Marrakech, etc. Mais nous sommes contre la débauche dans toutes ses formes et pour que ces festivals soient aussi un espace réservé à la famille".

Fermer les débits de boisson alcoolisées et les maisons de jeux ? Non. "On ne peut pas fermer ces lieux parce qu'on n'en a pas les moyens. C'est le ministère de l'Intérieur (ndlr : domaine de souveraineté royale), et la police, qui réglementent ce genre d'activités. La loi réprime les contrevenants et il suffit de l'appliquer. La consommation d'alcool (par les Marocains) nous dérange mais elle corres-

pond à une réalité avec laquelle il nous faudra composer. Ce n'est pas parce qu'on n'aime pas Bush ou Sharon qu'il faudra les supprimer, le mieux est de faire avec".

Réaménager les mosquées et les lieux de culte ?

Oui. "Le phénomène des prières dans l'espace public (ndlr : la prière du vendredi déborde souvent sur les artères publiques et perturbent la circulation dans plusieurs villes du royaume) répond d'abord à un problème urbanistique. A l'instar des cathédrales, les mosquées doivent aménager des esplanades spécialement dédiées aux fidèles, au lieu d'être construites sur des espaces limités à 300 mètres carrés".

Imposer le port du voile ? Non "La loi n'interdit pas aux Marocaines de porter le voile, quand elles le désirent. Personne n'a le droit de le leur interdire, y compris dans les espaces publics comme la télévision, à l'image de ce qui se pratique dans les autres pays arabes".

Interdire les préservatifs (et la pub qui va avec) ? Non, quoique... "Nous sommes pour la prévention, mais dans un cadre légitime. Promouvoir l'usage des préservatifs doit cibler les couples, pas encourager les relations extra-conjugales et la prostitution".

Appliquer la Chariââ à la lettre ? Mmmm "Certaines de ses dispositions (couper la main d'un



Saâd Eddine El Othmani et
Lahcen Daoudi.

un dirigeant du PJD, fier des résultats de l'IRI. Un vote-sanction, en septembre 2007, est donc possible. C'est l'éventualité d'un raz-de-marée qui, elle, semble malgré tout lointaine, même aux yeux des plus optimistes parmi les islamistes. "Soyons réalistes, confirme Lahcen Daoudi, le PJD ne peut pas gagner, il ne peut pas obtenir de majorité absolue. Le système électoral marocain ne le permet pas. Si le PJD gagne, il devra

partager le gâteau avec une coalition de quatre à cinq partis". Bémol, toutefois : le PJD est prêt à prendre ce qu'on veut bien lui donner, même, comme le dit ce dirigeant du parti, "un petit bout du gouvernement". Et il est tout aussi prêt à en assumer les conséquences.

Depuis la rentrée 2006, les cadres du parti sont en effet au four et au moulin. Des cellules (36 au total !) planchent actuellement sur le programme

voleur, etc.) ne sont plus d'actualité et n'ont pas été prises en compte du temps des califes, déjà".

Modifier les horaires administratifs, le système bancaire, fiscal ? Oui et non "On ne peut pas déplacer nos jours de repos hebdomadaire au jeudi et vendredi, comme certains pays musulmans, étant donné notre proximité avec l'Europe. Cela reviendrait à réduire nos semaines de travail à trois jours. Les banques doivent baisser leurs taux d'intérêt et créer des guichets islamiques, non usuraires, sans intérêts, à l'instar de ce qui se pratique au Moyen-Orient et de plus en plus en Europe. L'IS (impôt sur les sociétés, actuellement à 35%) doit baisser annuellement d'une unité pour atteindre les 30% dans une projection de cinq ans. L'IR (impôt sur le revenu, actuellement plafonné à 42%) doit être revu à la baisse pour profiter aux petits salaires, puisque ce sont eux, préférentiellement, qui consomment le produit national".

Chambouler la configuration du Gouvernement ? Un peu... "Il faut réduire le nombre de ministres et le stabiliser entre 20 et 25 (ndlr : le gouvernement compte actuellement 28 ministres et 7 secrétaires d'Etat). La politique de l'accordéon gouvernemental a montré ses limites, tout comme le changement incessant des noms de départements ministériels".

Supprimer les ministères de souveraineté ? Non, au contraire "Le ministère de l'Intérieur doit rester du domaine royal, c'est le seul moyen d'empêcher la fitna politique. Si le portefeuille de l'Intérieur était entre les mains d'un ministre politique, on nous aurait probablement interdits au lendemain du 16 mai 2003. Les départements des Habous et de la Justice (ndlr : depuis l'Alternance de 2002, la Justice est entre les mains d'un ministre politique) doivent relever des domaines de souveraineté".

Renforcer le rôle du premier ministre ? Oui, évidemment "Nous sommes pour un Premier ministre politique, issu des urnes et plus particulièrement du parti classé en pole position. Si le premier parti au classement des élections ne dégage pas un Premier ministre consensuel, il est possible de passer au deuxième parti. Dans tous les cas, la primature devra revenir à un politique. C'est le seul moyen de le sanctionner, par la vox populi, à l'issue de sa législature. De la sorte c'est, indirectement, aux électeurs que le Premier ministre, et le parti qu'il représente, devront rendre des comptes (et non au roi)".
Remarque : la position du PJD sur la primature ressemble comme deux gouttes d'eau à celle de l'ensemble de la gauche marocaine, en plus de la Koutla. ■

(NB : les points cités plus haut ne correspondent pas aux positions officielles du PJD mais à celles d'un échantillon de dirigeants choisis par TelQuel)

que le PJD devrait défendre devant les électeurs. En mai prochain, soit quatre mois avant le rendez-vous électoral, les cellules auront rendu leur copie au secrétariat général chargé d'élaborer le programme du parti. Le précieux document devra s'articuler, selon des sources proches de la direction, sur ce que l'on peut appeler le chantier de développement socio-économique du pays. Cela ne vous rappelle rien ? Oui, l'INDH bien sûr. Le PJD, à l'instar d'autres acteurs politiques, a bien retenu la leçon : le roi décide des grandes lignes de la politique générale du pays, le gouvernement et les partis suivent, exécutent avec plus ou moins d'ijtihad. Ceux qui attendent un programme "spectaculaire" prohibant la moitié des activités courantes, quotidiennes, du royaume, en seront pour leurs frais. Sauf accident, le PJD rendra une copie clean, expurgée des fatwas qui tentent régulièrement ses éléments

À gauche, Abdelilah Benkirane, l'une des têtes pensantes du PJD.



Articles, décrets DES LOIS ISLAMIKES

Le leitmotiv du PJD peut être résumé ainsi : il n'y a pas besoin de changer grand-chose aux lois existantes, il suffit juste de veiller à leur stricte application. Un simple coup d'œil au code pénal suffit pour s'apercevoir que les lois "islamiques" ne manquent pas. Florilège :

FOI, EXERCICE DE CULTE

Article 220 (...) Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 à 500 dirhams, quiconque emploie des moyens de séduction dans le but d'ébranler la foi d'un musulman ou de le convertir à une autre religion, soit en exploitant sa faiblesse ou ses besoins, soit en utilisant à ces fins des établissements d'enseignement, de santé, des asiles ou des orphelinats. En cas de condamnation, la fermeture de l'établissement qui a servi à commettre le délit peut être ordonnée, soit définitivement, soit pour une durée qui ne peut excéder trois années.

Article 222 Celui qui, notoirement connu pour son appartenance à la religion musulmane, rompt ostensiblement le jeûne dans un lieu public pendant le temps du ramadan, sans motif admis par cette religion, est puni à l'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 12 à 120 DH.

ATTENTATS AUX MŒURS

Article 489 Est puni de l'emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 120 à 1.000 dirhams, à moins que le fait ne constitue une

infraction plus grave, quiconque commet un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe.

Article 490 Sont punies de l'emprisonnement d'un mois à un an, toutes personnes de sexe différent qui, n'étant pas unies par les liens du mariage, ont entre elles des relations sexuelles

DÉBAUCHE, PROSTITUTION

Article 501 Est puni de l'emprisonnement de quatre à dix ans et d'une amende de 5000 à 2 millions de dirhams quiconque ayant commis lui-même ou, par l'intermédiaire d'un tiers, l'un des actes suivants :

- 1- posséder, gérer exploiter, diriger, financer ou participer au financement d'un local ou d'un établissement destiné habituellement à la débauche ou à la prostitution ;
- 2- posséder, gérer exploiter, diriger, financer ou participer au financement de tout établissement ouvert au public ou habituellement fréquenter par le public en acceptant la présence habituelle d'une personne ou d'un groupe de personnes s'adonnant à la débauche ou à la prostitution ou cherchant des clients à cette fin au sein de cet établissement ou

de ses annexes, en tolérant ces pratiques, ou en encourageant le tourisme sexuel ;

3- mettre des locaux ou des emplacements non utilisés par le public ou les mettre à la disposition d'une ou plusieurs personnes sachant qu'ils seront destinés à la débauche ou à la prostitution.

Article 502 Est puni de l'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 20.000 à 200.000 dirhams quiconque, par gestes, paroles, écrits ou par tous autres moyens procède publiquement au racolage de personnes de l'un ou de l'autre sexe en vue de les provoquer à la débauche.

VENTE, CONSOMMATION D'ALCOOL

Article 1* Est puni de l'emprisonnement d'un à six mois, et d'une amende entre 150 et 500 dirhams, ou de l'une de ces deux peines, celui qui se retrouve en état d'ivresse publique évidente dans les rues, cafés, bars et cabarets, ou dans n'importe quel autre lieu public.

Article 28** Il est interdit à tout exploitant d'établissement autorisé de vendre ou de présenter gratuitement des boissons alcooliques ou mélangées à de l'alcool à des marocains musulmans. ■

(* Extrait du décret royal relatif à l'ivresse publique. ** Extrait de la décision royale relative au commerce des boissons alcoolisées.



les plus durs, dédiée essentiellement à des mesures concrètes pour accompagner le projet de développement social et économique initié par le roi. Les questions qui fâchent (maintien des ministères de souveraineté, réforme du statut d'Imarat Al Mouminine, etc) seront éludées comme il se doit. Quand un Lahcen Daoudi lance que "le PJD sera jugé sur des points de détail socio-économiques, pas sur des questions religieuses", il renvoie bien à un son de cloche partagé par l'élite du parti.

Quels ministres ? Quels portefeuilles ?

Le PJD version 2007 se présente ainsi en parti normalisé, rassurant et pour le pouvoir en place et pour les élites du pays. Un parti, comme le dit cet observateur, "à l'image sérieuse et compétitive". Et très bien organisé. Le PJD est pratiquement la seule formation politique adossée à deux solides appuis : l'association du MUR, qui lui sert à la fois d'anti-chambre et de fenêtre religieuse (idéal pour peser sur les bases) et le syndicat de l'UNTM, remis en selle depuis peu et qui commence déjà à talonner les traditionnelles centrales du pays (CDT, UMT et UGTM).

Question : quel casting de ministrables les islamistes peuvent-ils bien présenter en 2007 ? Et pour quels portefeuilles ?

"On ne nous donnera ni la Culture, ni l'Educa-

Même s'il gagne... LES LIMITES DU PJD

Même si le parti islamiste sort vainqueur des prochaines élections, rien ne lui garantit de faire passer ses lois à l'intérieur du gouvernement, quelle qu'en soit la composition. Démonstration en quatre points.

1 Pour entrer au gouvernement, le PJD devra obtenir à lui seul la majorité parlementaire (51 % des sièges, peu probable de l'avis même des dirigeants islamistes) ou alors, plus logiquement, faire partie d'une coalition de plusieurs partis. Dans tous les cas, le roi possède le libre arbitre, de par la Constitution, de choisir un Premier ministre non issu de la majorité, comme cela a été le cas en 2002. "Il suffit de bien lire la Constitution pour se rendre compte que tous les chemins mènent au roi", résume le chercheur Mohamed Darif. Difficile de le contredire.

2 Dans un gouvernement de coalition, et même en comptant sur un Premier ministre islamiste, le PJD devra faire le dur apprentissage des consensus. Ses idées devront être validées par les autres partis de la coalition gouvernementale, ce qui en éliminerait les plus tranchantes. Le PJD devra aussi composer avec les ministères de souveraineté, ainsi qu'avec le pivot central que représente le secrétariat général du gouvernement. Au final, ce sont bien les idées "de tout le monde" et non celles du PJD qui risquent d'être adoptées par le

Conseil du gouvernement, quand bien même conduit par un El Othmani Premier ministre.

3 Avant d'être promulguée, une loi doit traverser un filtre réputé sûr : le Conseil des ministres présidé par le roi en personne et le Parlement dans ses deux Chambres. Le roi peut invalider un projet de loi et le retourner au gouvernement.

4 Le Parlement a le droit de formuler des "propositions de loi", lesquelles sont appelées à emporter l'adhésion des 2/3 au niveau de la 1ère et de la 2ème Chambres. Le PJD, même en écrasant les prochaines élections, ne pourra jamais contrôler que la 1ère Chambre. La 2ème, dont les élections du tiers ont eu lieu en septembre 2006, compte... deux conseillers islamistes. Et même dans le cas, miraculeux, où le PJD arriverait à rallier les deux tiers (160 conseillers, sur les 270 que compte la 2ème Chambre), et faire passer une proposition de loi, le roi peut toujours l'invalider ou encore, cas purement théorique, la soumettre au Conseil constitutionnel pour trancher. Ledit Conseil est composé de 12 personnes, la moitié étant directement nommée par le roi, y compris le président... dont la voix compte double en cas de parité.

tion nationale !" prévient, non sans humour, ce cadre du PJD. Peu probable, en effet, puisque se profilerait déjà le spectre de la polémique sur la supposée "débauche dans les festivals" (pour le département de la Culture), et celui du retour en force de l'enseignement religieux (pour l'Education nationale). Le Tourisme poserait également un sacré dilemme au PJD comme au pouvoir, puisque c'est le secteur qui semble drainer le plus de rancœurs chez la base islamiste (débits de boissons alcoolisées, maisons de jeux, etc). La Santé paraît une option plus raisonnable (El Othmani, médecin de formation, ministre de la Santé, pourquoi pas ?) et à moindre risque. L'Emploi, le Transport, voire l'Agriculture ou la Jeunesse semblent plus dans les cordes des islamistes. Les Habous ? Voués à la souveraineté pour une durée indéterminée, même si le PJD ne manque pas de compétences en la matière.

**UN VOTE-SANCTION,
PROFITANT AU PJD,
RESTE POSSIBLE. MAIS
L'ÉVENTUALITÉ D'UN
RAZ-DE-MARÉE
SEMBLE LOINTAINE.**



Saâd Eddine El Othmani a la stature d'un "premier-ministrable".

La Justice, les Finances ? Trop sensibles et quasi assimilés à des ministères de souveraineté. L'Intérieur ? Il vaut mieux ne pas y penser.

Dans les salons de Casablanca et Rabat, une idée commence à faire son bout de chemin, entre la boutade et le sérieux : "Si les ministères-clés sont hors de portée des islamistes, la voie leur sera ouverte pour hériter des portefeuilles à problèmes (celui de l'Emploi par exemple), voire pour la Primature".

El Othmani, Premier ministre ? Dans l'absolu, la condition sine qua non n'est pas que le PJD écrase la concurrence en 2007, mais que le roi le veuille bien ! Tout simplement. Rien n'oblige, en effet, le souverain de choisir un islamiste Premier ministre, quand bien même le PJD serait vainqueur. Cela dit, soyons raisonnables, si le PJD est majoritaire au niveau du Parlement (plus de 51% des sièges sur les 325 que compte la Première Chambre), il risque de bloquer tous les projets élaborés au niveau du gouvernement, ce qui plongerait le Maroc dans une crise politique inédite. Pour éviter une telle éventualité, qui relève de l'exceptionnel, une solution : désigner un Premier ministre islamiste si le PJD dépasse la barre des 50% au parlement.

Et en dehors du bon Docteur Saâd Eddine El Othmani, aucune autre figure du PJD ne semble présenter de "visage de premier ministrable". Même si les islamistes peuvent se targuer de receler, en leur sein, un grand nombre d'universitaires, peu, très peu, ressemblent à des têtes de liste au profil de gestionnaire. Les Mohamed Yatim, Abdelilah Benkirane, Abdellah Baha sont d'abord des hommes d'appareil, "trop marqués et pas assez consensuels", selon la formule de cet observateur. Reste le cas de Lahcen Daoudi, le sage de la famille, économiste de formation, francophile, bon communicateur, une sorte de Saâd-Eddine El Othmani - bis, ministrable en puissance.

"Rassurez-vous, le PJD est riche en dirigeants en puissance, jeunes et déjà aguerris", nous explique cette source dans le parti. Il faudra bien chercher pour dénicher ces ministrables potentiels parce que le PJD, comme cela nous a été confirmé, s'évertue à protéger les identités de certains de ses membres ("Des responsables de commissions internes ont été licenciés ou mis au placard le jour où leurs employeurs ont découvert leur appartenance au PJD !", nous a-t-on notamment expliqué). Nul doute que le jour où l'on ouvrira la porte (du gouvernement) au

TELQUEL

Abonnez-vous et accédez à 20 ans d'archives

Accès digital illimité aux archives
TelQuel depuis le numéro zéro.

Plus de 900 numéros
numérisés

Abonnez-vous sur

TELQUEL.MA/ABO



Ou bien par WhatsApp
sur le 06 67 359 335



20
ANS
DÉJÀ

Plus loin LA TENTATION ISLAMISTE

En concédant une victoire aux islamistes en 2007, aussi relative soit-elle, le royaume marquerait plusieurs points. Deux retiennent particulièrement l'attention : gagner du crédit (en tant que modèle de démocratie dans un monde arabe en mal de repères) aux yeux de la communauté internationale et neutraliser le PJD, comme hier l'USFP, en lui volant sa virginité gouvernementale. Un PJD au pouvoir, dans l'état actuel des choses, a toutes les chances de laisser des plumes face aux problèmes du pays, transversaux (chômage, fractures sociales, analphabétisme, etc.) ou structurels (prééminence du pouvoir royal, poids de l'administration). En "piégeant" ainsi le PJD, le Palais risque pourtant de se retrouver sans autre opposition islamiste que celle incarnée par les radicaux d'Al Adl Wal Ihsane. La perspective n'est guère réjouissante. La Jamaâ est autrement plus virulente que le PJD. Elle attaque là où ça fait vraiment mal (à la monarchie). Et elle gagne du terrain, même si aucun sondage n'est venu attester de son impact sur les masses. Dans certains milieux, on avance le calcul suivant : cooptons le PJD au gouvernement une législature durant, le temps que Abdeslam Yassine casse sa pipe et que la Jamaâ, sans guide, perde la tête. En plus bref : saisissons l'opportunité 2007 pour pacifier tout le champ de l'islam politique. Le coup de poker peut marcher du moment que la marge de manœuvre d'un PJD au gouvernement sera fatalement réduite, par la force d'une Constitution verrouillée à double tour et d'un Parlement où les islamistes ne risquent pas, demain, de dicter leur loi (le PJD est pratiquement absent de la 2ème Chambre). Et puis, le Maroc n'est pas l'Algérie, premier pays arabe à avoir (un peu) ouvert la porte aux islamistes avant que sa maison ne prenne feu. Ici, il n'y a pas vraiment d'enjeux de pouvoir mais simplement de (participation au) gouvernement. La tentation PJD reste, malgré tout, un sacré coup de poker. Où le plus fort n'est pas toujours celui qui gagne à la fin. Méfiance. ■

PJD, des têtes inconnues sortiront de l'ombre pour meubler le casting des ministrables du PJD. Surtout dans l'éventualité où un El Othmani est désigné, auparavant, à la primature.

**LES ALLIANCES DU
PJD PENCHERAIENT
NATURELLEMENT
VERS LA DROITE,
À COMMENCER
PAR L'ISTIQLAL.**

Alliances : ce qui est possible, ce qui ne l'est pas

Théoriquement, la politique est l'art du possible. Ce n'est pas au Maroc que l'on risque, un jour, de prétendre le contraire. Quand un Abderrahmane Youssoufi, et plus tard un Driss Jettou, ont composé leurs équipes gouvernementales respectives, ils ont bien été amenés à conclure une série de mariages de raison que peu osaient jusqu'alors imaginer. "Marier", dans une même mosaïque, USFP, PPS, MP, Istiqlal et RNI, soit la gauche, la droite et le centre, a été possible au lendemain des deux dernières consultations électorales. Alors pourquoi ne pas adjoindre à la mixture le PJD, qui ne serait, après tout, qu'un parti de droite de plus ? Le PPS et l'USFP, les deux principaux partis de gauche, ont rejeté cette éventualité par leurs voix les plus autorisées, au grand soulagement de leurs bases. Pourtant, et dans les coulisses, des voix proches d'un Mohamed Elyazghi ou d'un Ismail Alaoui glissent volontiers des nuances qui laissent penser que la porte n'est peut-être pas, et ne le sera jamais, définitivement fermée. Au besoin, il y aura recours au forceps pour sceller les "mariages". Ce qui est sûr, c'est que si un El Othmani est amené à constituer une équipe gouvernementale et que la volonté officielle est d'y adjoindre des éléments de l'USFP et du PPS, ces deux derniers auront bien du mal à se départir d'un Non de principe. Plus prosaïquement, les "mariages" éventuels du PJD devraient être conclus d'une manière moins douloureuse avec d'autres partis de droite, à commencer par l'Istiqlal, ce grand frère de droite qui ne dit pas encore son nom. Reste cette question, subsidiaire : de quoi serait fait, demain, le programme d'un gouvernement de coalition incorporant les islamistes ? La réponse devrait couler de source : des grandes lignes tracées par le roi. D'ailleurs, si le PJD est au gouvernement en 2007, il devrait répondre, l'année d'après, du bilan attendu de l'INDH. Ce n'est pas grave si les islamistes n'ont pas initié le concept de l'Initiative nationale pour le développement humain. Ils auront pris le train en marche et exécuté, une année durant, les grandes lignes tracées par le souverain ! ■

TELQUEL

Soutenez TelQuel

TelQuel est en partie financé par ses abonnés. Ce soutien nous permet de renforcer notre indépendance et de continuer à vous proposer un contenu crédible et innovant. Vous pouvez, vous aussi, contribuer au développement d'un journalisme de qualité en vous abonnant à TelQuel.

Abonnez-vous sur

TELQUEL.MA/ABO



Ou bien par WhatsApp
sur le 06 67 359 335

20
ANS
DÉJÀ



ENQUÊTE

LE STYLE BENKIRANE

LES ISLAMISTES SONT DÉSORMAIS AU POUVOIR DEPUIS DEUX ANS. ET LE CHEF DU GOUVERNEMENT, ABDELILAH BENKIRANE, CONNAÎT SA PREMIÈRE SECOURS AVEC LE DÉPART IMPRÉVU DE L'ISTIQLAL DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE. AU CŒUR DE CETTE PREMIÈRE CRISE, TELQUEL DÉCRYPTE LE STYLE BENKIRANE...QUI DÉTEINT FRANCHEMENT DE CELUI DE SES PRÉDÉCESSEURS.

Jeudi 11 juillet 2013. Abdelilah Benkirane s'apprête à quitter son domicile familial à Rabat, peu avant onze heures. Comme à son habitude, l'homme prend quelques minutes pour écouter les doléances d'une dizaine de personnes amassées sur le trottoir en face de chez lui. Mais aujourd'hui, un journaliste s'est glissé parmi eux. Il profite de la situation pour interpellé le Chef du gouvernement au sujet des démissions des ministres istiqlaliens. Abdelilah Benkirane, qui ne s'était pas encore prononcé sur ce sujet, est surpris par la question. Il marque un petit temps d'arrêt et regarde longuement le journaliste avant de répondre : *"J'ai effectivement reçu cinq démissions mais je ne les ai pas encore remises à Sa Majesté. Quand*

je le ferai, je vous le dirai". Quid de Mohamed El Ouafa, ministre de l'Education nationale qui a refusé d'emboîter le pas à ses collègues démissionnaires ? *"El Ouafa n'est pas concerné"*, répond le Chef du gouvernement, qui continue à serrer des mains et à rire aux éclats en écoutant attentivement les requêtes de ses interlocuteurs.

La scène dure encore quelques minutes. Abdelilah Benkirane est ensuite gentiment invité par ses collaborateurs à rejoindre sa voiture. Il s'engouffre dans une berline luxueuse qui a bien du mal à se frayer un chemin sur ce boulevard très fréquenté de la capitale. Quand le véhicule disparaît au loin, les agents de police postés devant la maison du Chef de l'Exécutif soufflent enfin. *"C'est une scène qui se répète chaque jour et qui est devenue habituelle à Rabat, affirme*



Berline, costard, cravate:
En tant que Chef du
gouvernement, Abdelilah
Benkirane a dû adopter
un style qui sied à sa
fonction.

Abdelhaq Bellachgar, journaliste à Akhbar Al Youm. *C'est un homme assez accessible qu'on peut interpeller devant chez lui, au siège de son parti ou en marge d'un événement officiel. Contrairement à ses prédécesseurs, Benkirane ne fuit pas la presse ni les gens ordinaires. Il prend toujours quelques minutes pour répondre, même brièvement. Il est clair que l'homme a son propre style. C'est un Chef de gouvernement différent de ceux que nous avons connus jusque-là.*

In bed with Benkirane

Le phénomène Benkirane n'est pas si récent. L'homme a toujours joué un rôle clé dans l'histoire de sa formation politique. En 2008, lorsqu'il accède au poste de secrétaire général du PJD, les Marocains découvrent alors un bonhomme souriant à la barbe grisonnante, aux antipodes de son prédécesseur Saâd-Eddine El

Othmani. Ce dernier était toujours tiré à quatre épingles, extrêmement réservé et avare en déclarations et en interviews. Benkirane, lui, n'accorde que peu d'intérêt à son look. Il ne porte jamais de cravate. En été, c'est même en sandales qu'il assiste aux réunions de son parti et à celles du groupe parlementaire islamiste. L'homme est aussi une véritable bête politique. Bagarreux, il répond du tac au tac à ses adversaires et à ses (multiples) détracteurs. Sur les plateaux de télévision, il ne fait que peu d'état des règles convenues de bienséance. Il s'énervé, rit aux éclats, tape du poing sur la table, pointe du doigt ses interlocuteurs et leur coupe souvent la parole. Les médias se l'arrachent. Lui ne change pas ses habitudes pour autant. Il reçoit sans chichis, au siège du parti ou chez lui. Certains médias accèdent jusque dans sa chambre à coucher et le prennent en photo allongé... sur le lit conjugal. *«Ce n'est pas excep-*

tionnel. Quand il est fatigué ou malade, il n'hésite pas à recevoir en jellaba, dans son salon ou dans sa chambre à coucher. Il peut se défaire de ses sandales ou de ses chaussures en pleine interview. C'est un homme qui a une grande estime de lui-même et qui ne s'arrête vraiment pas à ce genre de détails", confie un journaliste qui l'a longuement côtoyé.

Un monstre politique

Très vite, Abdelilah Benkirane devient donc une véritable icône auprès du grand public. Chacune de ses apparitions se transforme en show suivi par des millions de personnes à la télévision ou sur Internet. Partout où il passe au Maroc, il fait salle comble. "Au sein du parti, nous avons besoin de marquer une rupture. Saâd-Eddine El Othmani a dû gérer la tempête du 16 mai 2003. Il a donc dû faire plusieurs concessions pour éviter la dissolution du PJD. A partir de 2008, nous avons besoin de monter en puissance et de reprendre notre place naturelle sur l'échiquier politique", explique un dirigeant du PJD. Abdelilah Benkirane ne dit pas le contraire. "Tout le monde sait que j'ai un caractère difficile. Les militants ne me choisissent que quand ils ont vraiment besoin de moi", se plaît-il à répéter au lendemain de son élection. Cette dernière coïncide d'ailleurs avec la création du PAM, mené par l'énigmatique Fouad Ali El Himma. Benkirane se trouve alors un ennemi tout désigné qu'il attaque frontalement pendant plusieurs mois. Il sort l'artillerie lourde pour fustiger la nouvelle formation politique qu'il accuse de vouloir verrouiller le paysage politique marocain. Son discours trouve de l'écho auprès des médias comme du grand public. L'homme utilise des mots simples et des expressions du terroir. Il ne lit pas de discours, il joue son texte et donne de sa personne. "Il parle en darija, fait de l'improvisation et raconte des blagues. Son intonation décontractée, le débit et la cadence de ses discours dénotent d'un rejet de formalisme et d'un sens élevé du pragmatisme", analyse le professeur des médias et de la communication Abdelouahab Rami.

A la veille des élections de novembre 2011, l'homme sent qu'il tient la chance de sa vie. Il



Les apparitions publiques de Nabila, l'épouse du Chef du gouvernement sont rares.

Quotidien CHEF D'UNE FAMILLE ORDINAIRE

La scène se passe lors d'un mariage auquel assiste Abdelilah Benkirane, fraîchement désigné en tant que Chef du gouvernement, à Casablanca. L'homme arrive en retard et a bien du mal à saluer tous les invités présents. Il monte alors sur scène et emprunte le micro de la troupe musicale pour saluer tout le monde et présenter ses vœux aux nouveaux mariés. Le tout agrémenté de petites blagues et sous un tonnerre d'applaudissements. Depuis qu'il est à la tête de l'Exécutif, Benkirane est forcément moins disponible pour ses enfants (il a quatre filles et deux garçons). "Il est très occupé et ça se comprend, il est moins réactif aux détails de notre vie privée. Quand un de ses fils lui a par exemple appris qu'il démissionnait de son travail, ce n'est que trois jours plus tard qu'il lui a demandé s'il en avait trouvé un autre avant de quitter le premier", raconte un proche du Chef du gouvernement. Après avoir joué l'ouverture et exposé sa petite famille à la presse, Benkirane fait aujourd'hui marche arrière. Son épouse (et cousine), Nabila, se fait très rare, y compris lors des réceptions officielles. Ses enfants poursuivent une vie normale et essaient de ne pas faire trop de vagues. ■

CHAQUE MATIN, EN SORTANT DE CHEZ LUI, IL PREND LE TEMPS DE SALUER LES GENS AMASSÉS DEVANT SA MAISON ET RÉPOND À LEURS QUESTIONS.



s'investit personnellement dans la campagne électorale de son parti. Il sillonne le Maroc à bord de son 4x4 personnel, conduit par un chauffeur. *“Il lui arrivait de passer plusieurs jours sur la route. Si le PJD a gagné les élections, c'est en grande partie grâce au charisme et à l'implication effective de son secrétaire général”*, reconnaît Mustapha El Khalfi, ministre de la Communication et homme de confiance du Chef du gouvernement.

Fou du roi

Portée par le vent du Printemps arabe, la formation islamiste remporte donc haut la main les élections législatives anticipées du 25 novembre 2011. Quatre jours plus tard, Abdelilah Benkirane est officiellement chargé de former un gouvernement par le roi Mohammed VI. L'audience se déroule à Midelt. Pour l'occasion, le Chef du gouvernement met l'une des rares cravates que compte sa garde-robe (voir encadré). En tout, la réception royale dure à peine

Auparavant peu enclin à porter une cravate, Abdelilah Benkirane ne refuse jamais d'aide pour la nouer. Ici aux côtés de plusieurs membres de l'état-major du PJD.

quelques minutes, qui suffisent à remplir de joie le SG du PJD. *“Je ne savais pas comment l'appeler. Je disais Sidna, Sidi Mohammed ou Votre Majesté. Je l'ai prié de m'excuser car tout cela est encore nouveau pour moi. Il m'a répondu que je pouvais l'appeler comme je voulais. C'est un homme d'une extrême gentillesse”*, confie Benkirane au lendemain de sa rencontre avec Mohammed VI.

Les consultations pour la formation du gouvernement durent plus d'un mois. Les faits et gestes du secrétaire général islamiste sont épiés et analysés par la presse et le grand public. Durant cette période, l'homme ne se prend pas vraiment au sérieux et a encore du mal à occuper pleinement sa nouvelle fonction. Et même quand le grand jour arrive, Abdelilah Benkirane se comporte en bon père de famille qui rassemble les ministres islamistes chez lui à la maison avant de se rendre, ensemble, au palais royal pour la traditionnelle réception d'investiture du nouveau gouvernement. Certains,



AU
TABLIER!

L'émission cuisine
par TelQuel



BRICE BEXTER, ACTEUR, EST-IL DOUÉ EN CUISINE?

Rendez-vous sur notre chaîne YouTube pour le savoir

Deux fois par mois, cheffe Rim Chami reçoit une personnalité et la cuisine sur son enfance, son parcours et son actualité, tout en confectionnant un délicieux plat.



www.telquel.ma

NOUVEAU LOOK POUR UNE NOUVELLE VIE

comme Aziz Rabbah, y vont à bord de vulgaires véhicules utilitaires. Une première dans les annales du protocole ! Ce ne sera pourtant pas la dernière. Lorsqu'il assiste à la prière rogatoire à Rabat (Salat Al Istisqaa), le 6 janvier 2012, il se met au dernier rang et dépose ses grosses chaussures devant lui, comme le commun des mortels.

Home sweet home

Durant les premiers jours de son mandat à la primature, Abdelilah Benkirane continue de vivre une vie normale... ou presque. Il refuse par exemple de quitter sa maison du quartier des Orangers à Rabat. *“La maison est restée la même. Nous avons à peine repeint la façade extérieure et fait quelques petits travaux, indique ce proche de la famille. Nous n'avons pas engagé de personnel supplémentaire non plus, même si nous faisons un effort pour proposer des mets plus raffinés aux hôtes, forcément plus nombreux, du Chef du gouvernement”*. Très vite, la maison familiale de Benkirane devient un objet de curiosité dans la capitale. Vu qu'elle se trouve sur un axe très fréquenté du centre-ville, elle est facilement accessible pour des dizaines de citoyens qui viennent chaque jour se plaindre directement auprès du Chef du gouvernement. Du jamais vu ! *“Nous lui avons déjà proposé de faire rentrer la voiture à la maison et de sortir directement aux côtés de son chauffeur pour éviter ce genre de désagréments. Mais il a refusé. Je ne veux pas donner l'impression de fuir les gens, nous a-t-il répondu”*, évoque un membre de son équipe. *“La disponibilité et la proximité font partie de l'offre politique de M. Benkirane. Il veut donner de lui l'image d'un homme voué au service de tous les citoyens, et d'abord ceux qui sont déshérités ou sans ressources”*, explique Abdelouahab Rami. Durant les premiers jours, le Chef du gouvernement a également beaucoup de mal à accepter la présence de policiers devant chez lui. *“Il en devenait malade. Il ne supportait pas de sa-*

C'est sans doute la seule petite folie qu'il s'est permise. En changeant les montures de ses lunettes, il a choisi un cadre noir anthracite dans l'air du temps. Impossible cependant de ne pas faire le parallèle avec les lunettes... du roi Mohammed VI.

Il prend désormais plus soin de sa barbe blanche. Résultat : elle est moins touffue qu'avant. Cela lui donne un look plus soft. Cela serait-il révélateur d'un adoucissement des positions de l'islamiste en chef du royaume ?

Il se serait imposé le port de la cravate le jour où, en arrivant à son bureau, un fonctionnaire de la primature lui a lancé : *“Merci de nous avoir libéré de cette contrainte”*. Depuis, pour donner l'exemple, il en aurait acquis plusieurs, et dans toutes les couleurs (même en rose). *“Le problème, c'est qu'il en porte en permanence, sur un costume ou avec une jellaba, lors des réceptions officielles ou des réunions de famille. Abdelilah Benkirane est devenu inséparable de sa cravate”*, ironise un de ses proches.

Il porte désormais des costumes sombres, plus proches du corps qu'avant. Il a également abandonné les fameux gilets qu'il avait l'habitude de porter par-dessus sa chemise. Seul bémol : il lui arrive encore de porter des costumes de soirée (trop brillants) pour des événements du quotidien.

Il semble avoir définitivement abandonné les fameuses sandales qu'il portait en été. Actuellement, il porte de grosses chaussures de ville assez banales mais confortables.

Abdelilah Benkirane est aujourd'hui un nouvel homme, plus élégant et plus raffiné. Analyse du “new look” du Chef du gouvernement.



“REGARDEZ- NOUS DANSER”

DE LEÏLA SLIMANI,
DÉJÀ SALUÉ PAR LA CRITIQUE



Prix spécial
Maroc
130
DIRHAMS*

Deux ans après le premier volet du **Pays des autres**, l'écrivaine franco-marocaine lauréate du **Goncourt** livre la suite de cette saga familiale et historique.

Regardez-nous danser poursuit et enrichit une fresque familiale vibrante d'émotions, incarnée dans des figures inoubliables. Leïla Slimani continue l'histoire de Mathilde et d'Amine, deux personnages librement inspirés de ses grands-parents. Une fresque familiale qui prend cette fois place dans le Maroc postindépendance, une période trouble, entre hédonisme et répression. L'auteure y interroge de nouveau les thèmes du déracinement et de la confrontation des cultures.

Commandez en cliquant sur

COMMANDER

ou par Whatsapp au **06 71 81 84 60**

Livraison dans tout le Maroc en 48h à 72h



Avant sa nomination à la chefferie du gouvernement, un Abdelilah Benkirane détendu, sans babouche. .

voir que pendant que sa famille dormait bien au chaud, des personnes étaient obligés de veiller et de monter la garde à l'extérieur", témoigne un membre de la famille. Depuis, des guérites ont été installées pour abriter la dizaine de policiers postés devant la maison du centre-ville. Abdelilah Benkirane a également dû se rendre à l'évidence : il ne peut pas continuer à vivre chez lui et refuser un tel dispositif de sécurité. "Lors des premiers mois, les diplômés chômeurs venaient par exemple manifester en face de la maison chaque jour à 10 heures et à 17 heures. Ils traitaient Benkirane de tous les noms, ce qui faisait beaucoup de mal aux membres de sa famille, et d'abord à sa mère âgée de près de 90 ans", relate ce membre de la famille. Depuis, les manifestations ont cessé et la famille Benkirane semble avoir retrouvé une vie plus ou moins calme, chez elle à Rabat.

Allo, c'est Benkirane !

Pour le reste, le Chef du gouvernement n'a pas vraiment changé de rythme de travail. Ses journées commencent peu avant 9 heures. Il prend son petit-déjeuner à la maison et en profite pour lire la presse et signer ses parapheurs. "Sept en moyenne par jour", précise ce collaborateur qui poursuit : "C'est également à ce moment où il commence à passer ses coups de fil. Il parle beaucoup au téléphone. Parfois, nous avons l'impression qu'il ne résiste pas à l'envie de répondre même aux numéros qu'il ne connaît pas". Pendant plusieurs mois d'ailleurs, Abdelilah Benkirane a refusé de changer de numéro de téléphone mobile. Résultat, l'homme passait un temps fou à répondre aux journalistes et aux gens ordinaires qui n'avaient aucun mal à se débrouiller ses coordonnées. "Un soir, se souvient l'un de ses proches, il a appelé un nu-

méro auquel il n'avait pas pu répondre en journée. Quand il a dit qu'il était Abdelilah Benkirane et qu'il rappelait pour savoir à qui il avait affaire, la personne à l'autre bout du fil a éclaté de rire et lui a répondu : "Si vous êtes Abdelilah Benkirane, je suis Barack Obama", avant de raccrocher sec". Autre anecdote, rapportée par un ministre du gouvernement Benkirane : le Chef du gouvernement, fraîchement nommé, reçoit un appel au-delà de 22 heures. A l'autre bout du fil, un voyageur à bord d'un train bloqué dans la région de Sidi Kacem. Au lieu de raccrocher, le Chef de l'Exécutif prend son temps pour s'informer, promet d'intervenir et demande au voyageur de le tenir au courant des développements de la situation ! "Heureusement, tout cela a changé", soupire un conseiller de Benkirane. Depuis quelques mois, le Chef du gouvernement a en effet accepté de changer de numéro de téléphone. Il jongle à présent entre quatre appareils et appelle presque exclusivement en numéro masqué.

Une fois les parapheurs signés et les appels du matin expédiés, Abdelilah Benkirane arrive à son bureau, au siège de la primature, vers 10 heures du matin. Tout comme ses prédécesseurs, il aligne des journées de travail au-delà de 19 heures avec une pause déjeuner à 13 heures. "A cause de ses ennuis de santé, Abbas El Fassi rentrait manger chez lui. Abdelilah Benkirane déjeune à la primature où il se fait livrer quotidiennement des plats préparés à la maison", rapporte un collaborateur du Chef du gouvernement. Lui arrive-t-il d'inviter ses collaborateurs à table ? "Il déjeune presque toujours avec Si Abdellah Baha", nous fait-on savoir.

Obsédé par le peuple ?

Au siège de la primature, on a d'ailleurs souvent tendance à comparer les styles des Premiers ministres successifs. Et à ce jeu, Benkirane remporte haut la main la palme de la proximité. "C'est un homme très courtois qui tient à appeler les gens par leurs prénoms. A présent, il connaît tout le monde, des policiers à l'entrée aux cadres en passant par les serveurs. Lorsqu'il a le temps, il tient à leur serrer la main et à demander de leurs nouvelles",

A SON ARRIVÉE À LA PRIMATURE, IL A REFUSÉ DE CHANGER DE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE ET PASSAIT UN TEMPS FOU À RÉPONDRE AUX JOURNALISTES.

confie une source en interne. "En arrivant à la tête de la Primature, raconte cet autre collaborateur, il a revu à la baisse les primes accordées aux cadres pour revaloriser celles des petits fonctionnaires comme les chauffeurs et les femmes de ménage. Cela n'a dérangé personne vu que ces primes étaient déjà maigres à la base", confie ce haut fonctionnaire.

La journée du Chef du gouvernement est généralement faite de réunions et de réceptions protocolaires. Conseils d'administration, réceptions de responsables étrangers, réunions de pilotage... Abdelilah Benkirane n'aurait aucun mal à suivre le rythme. "Il n'a pas de problème d'endurance. Il a une bonne santé et peut donc enchaîner les réunions sans problème. Il sait ce qu'il veut sur les grands dossiers même si certains détails techniques lui échappent", admet un collaborateur. "Lors de grandes réunions stratégiques, cela donne une mauvaise impression, proteste cet homme d'affaires. Il m'est arrivé d'assister à certaines rencontres où Si Benkirane faisait carrément du hors sujet. Un Chef de gouvernement dispose pourtant de conseillers qui lui rédigent des notes et qui lui permettent d'être à jour sur tous les sujets à traiter". La remarque fait sourire ce proche collaborateur du patron de l'Exécutif. "Bien sûr qu'il a une équipe qui lui prépare des notes, mais c'est un homme obsédé par l'impact des politiques publiques sur le citoyen. Ce souci du détail aux dépens de la vision macro-économique est nouveau dans ces sphères de la décision publique et peut donc dérouter certains opérateurs qui prennent cela pour de l'amateurisme", estime notre interlocuteur. Auprès de l'élite, le Chef du gouvernement est d'ailleurs assimilé à un objet de curiosité. "Lorsqu'il a été reçu par le patronat, plusieurs chefs d'entreprise ont tenu à assister pour le voir de près, l'entendre parler en direct. Nous avions l'impression que beaucoup assistaient à un spectacle et non à une réunion de travail sur les grands choix économiques du pays", se rappelle ce chef d'entreprise casablancais. Et à en croire Abdelouahab Rami, cette attitude décalée est parfaitement assumée par le Chef du gouvernement. "M. Benkirane est un objet de curiosité pour l'élite parce qu'il n'adopte pas

les mêmes faits et gestes de cette élite. En s'écartant des comportements officiels d'usage dans la haute sphère, le Chef du gouvernement opère un pas, peut-être plusieurs, vers les classes populaires, là où les attentes envers lui sont les plus pressantes", renchérit Abdelouahab Rami.

Un zaim de parti

Au fil des mois, Abdelilah Benkirane a également appris à mieux maîtriser sa communication. Durant les premières semaines, ses sorties médiatiques étaient assez fréquentes et souvent maladroitement. Lorsqu'il décide d'augmenter les prix du carburant, il convoque par exemple les deux chaînes de télévision et obtient de passer en direct pour s'adresser aux Marocains. Lors de ses premiers mois, il raconte également le détail de ses échanges avec Mohammed VI. Appels téléphoniques, audiences officielles, dîners d'Etat... Benkirane dit tout, froissant au passage l'entourage royal, peu habitué à ce genre de maladresses. Les premiers mois sont également ceux des premières bourdes protocolaires. En recevant le Chef du gouvernement espagnol, il insiste pour lui faire la bise et n'hésite pas à se lever lui-même pour demander aux journalistes d'arrêter de prendre des photos. Au parlement, les premières séances mensuelles dédiées au Chef du gouvernement ne se passent presque jamais sans histoires. C'est à cette époque qu'apparaissent les fameux "afarite" et "tamasih" dans le discours de Benkirane. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas à remettre certains députés à leur place, en direct à la télévision. "Tu devrais mettre du scotch sur ta bouche. Tu devrais te faire tout petit et avoir honte des casseroles que tu traînes", lâche-t-il un jour à l'un d'entre eux. En se comportant ainsi, Abdelilah Benkirane donne l'impression d'agir en tant que chef de parti politique plutôt qu'en Chef de gouvernement. C'est d'ailleurs en partie à cause de cela que l'Istiqlal a fini par claquer la porte de l'Exécutif. "Pour défendre certains de ses projets, le Chef du gouvernement use en effet d'une rhétorique propre à l'opposition. Ensuite, et vu la fragilité de sa majorité gouvernementale, il préfère s'appuyer sur son assise partisane, plus soudée et plus solide", analyse Errami. Une assise que Abdelilah Benkirane entretient régulièrement. Depuis qu'il

a été nommé à la tête de l'Exécutif, il anime en moyenne une à deux activités partisanes par mois. Du jamais vu pour un Premier ministre ! "Son souci de la proximité est également valable au sein du parti. Il tient à rester proche des militants et à ne pas trop s'éloigner du terrain", assure ce jeune cadre du parti islamiste. "Et puis n'oublions pas un point essentiel, poursuit-il, il est Chef du gouvernement parce qu'il est chef du premier parti du pays. Les deux fonctions ne sont donc pas contradictoires, elles sont même liées". Mais si, au niveau du discours, Abdelilah Benkirane use allègrement des deux casquettes, officielle et partisane, l'homme refuse catégoriquement de mettre les moyens de la Primature au service du parti. "Cette distinction était déjà valable sous El Fassi, souligne cette source interne. Il nous arrive, au sein du staff de la primature, de découvrir les activités partisanes du Chef du gouvernement dans la presse. De tels rendez-vous ne sont même pas inscrits sur l'agenda officiel".

Popularité au zénith

En un an et demi, Abdelilah Benkirane a cependant beaucoup changé. A-t-il fini par se conformer aux exigences de ses fonctions et de son rang protocolaire dans l'appareil de l'Etat ? Tout semble l'indiquer. Ses sorties médiatiques sont devenues rares et contrôlées. Ses discours au parlement laissent désormais peu de place à l'improvisation. Le Chef du gouvernement lit, sur un ton monotone, son discours et se fait applaudir par sa majorité, l'opposition ayant décidé depuis plus d'un mois de boycotter les séances dédiées aux politiques publiques à cause d'un différend sur le temps de parole. De retour sur les bancs, le 17 juillet, l'opposition, majoritaire à la Chambre des conseillers, essuie la colère de Benkirane. Fâché d'être interrompu par le Président Biadillah, le Chef du gouvernement lâche à ses détracteurs : "Vous ne me faites pas peur. Si vous voulez des élections anticipées, j'y suis prêt dès demain." En un an et demi, le Chef du gouvernement a également reçu plusieurs coups durs qui ont fini par altérer son enthousiasme. Bataille autour des cahiers des charges, nominations de hauts responsables, crise avec l'Istiqlal... les exemples

DÉSORMAIS, SES SORTIES DANS LES MÉDIAS SONT DEVENUES RARES ET CONTRÔLÉES, ET SES DISCOURS LAISSENT PEU DE PLACE À L'IMPROVISATION.



Lors d'une prière
rogatoire en janvier
2012, Abdelilah
Benkirane s'est assis au
dernier rang des prieurs,
au côté du commun des
mortels.

ne manquent pas. *“Au début de l'expérience, on constatait un grand enthousiasme chez le gouvernement ainsi que chez une grande majorité des citoyens. Mais avec les difficultés rencontrées lors de la mise en pratique de différents projets, il est normal que le régime baisse et c'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui”*, confirme Abdelouahab Rami.

Le rythme serait donc en baisse, mais la popularité du Chef du gouvernement reste, elle, au zénith. Plus de 60% des Marocains lui font encore confiance, selon trois sondages réalisés entre mars et juin 2013. Ses déplacements dans les régions sont toujours suivis avec beaucoup d'enthousiasme. Dernier exemple en date : fin mai, le Chef du gouvernement était à Marrakech pour assister à l'inauguration de nouvelles unités hôtelières appartenant au milliardaire Mi-

loud Chaabi. A la fin de la cérémonie, le Chef du gouvernement fait un détour par Jamaâ El Fna, où il n'est plus revenu depuis plusieurs années. *“Il a à peine eu le temps de faire dix pas avant qu'une foule dense l'entoure et l'empêche d'avancer”*, décrit l'un des accompagnateurs. Le Chef du gouvernement abandonne sa petite virée et revient se réfugier dans sa voiture officielle, heureux et frustré en même temps. Frustré de ne plus pouvoir goûter à ce genre de petits plaisirs simples de la vie, mais heureux d'être toujours aussi populaire auprès des petites gens. *“Le jour où ces mêmes personnes le hueront ou le chasseront d'un endroit public sera sans doute l'un des plus tristes de sa vie”*, nous confie un de ses proches. Benkirane devrait pourtant s'y faire : le capital sympathie s'érode fatalement avec le pouvoir. ■

GOUVERNEMENT

DÉCRYPTAGE D'UN LIMOGEAGE ROYAL

LE PJD A DE NOUVEAU REPRIS LE POUVOIR PAR LES URNES À L'ISSUE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES TENUES EN OCTOBRE 2016. MAIS CINQ MOIS APRÈS AVOIR ÉTÉ RECONDUIT PAR LE ROI MOHAMMED VI AU POSTE DE CHEF DE GOUVERNEMENT, ABDELILAH BENKIRANE EST INCAPABLE DE FORMER UN GOUVERNEMENT EN RAISON DE BLOCAGES AVEC LE RNI. LE ROI JOUE ALORS SON RÔLE DE GARANT DE LA CONSTITUTION EN LIMOGEANT ABDELILAH BENKIRANE. TELQUEL DÉCRYPTE CE MOMENT CLÉ DANS L'HISTOIRE POLITIQUE DU PAYS ET QUI CONDUIRA À LA NOMINATION D'UN AUTRE MEMBRE DU PJD À LA CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT...





Deux jours après son retour au royaume, après un long périple africain, Mohammed VI décide de décharger Abdelilah Benkirane, auquel il avait confié la mission de constituer le prochain gouvernement. L'arbitrage royal était attendu, mais jusqu'au 15 mars au soir, personne ne savait quelle tournure il allait prendre. Le roi allait-il attendre que Benkirane lui fasse un rapport sur le blocage ? Ou prendrait-il le taureau par les cornes en écartant le patron du PJD pour désigner un nouveau Chef de gouvernement ? Les interprétations fusaient également de toutes parts, certains plaidant pour la solution d'un gouvernement de technocrates, dirigé par la patronne de la CGEM, Miriem Bensalah, quand d'autres avançaient celle du parti arrivé deuxième, le PAM...

Mais Mohammed VI a finalement déjoué tous les pronostics. En prenant d'abord l'initiative de démettre Benkirane de ses fonctions, sans attendre que ce dernier lui "remette les clés", comme il n'a cessé de le répéter pendant toute la durée du blocage. Et en décidant ensuite de choisir le nouveau Chef de gouvernement au sein du PJD, vainqueur du scrutin du 7 octobre. Rien à voir avec le scénario de 2002 donc, où

Driss Azami, Lahcen Daoudi, Abdelali Hamieddine, Mustafa Ramid et Abdellah Bouanou venus pour la réunion de crise suite à la décision royale.



Réactions.

LA DESTITUTION DE ABDELILAH BENKIRANE A DONNÉ LIEU À DIFFÉRENTES DÉCLARATIONS OÙ SE CÔTOIENT APPROBATION, CRITIQUE ET SCEPTICISME. FLORILÈGE.



Nabil Benabdallah
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU PPS

"Nous n'avons pas pu trouver une voie pour le consensus. De fait, Abdelilah Benkirane n'a pas pu constituer de gouvernement. Il a échoué. Je salue l'homme d'État et le patriote sincère (...) Aujourd'hui, nous sommes dans une situation nouvelle : l'interprétation positive faite par Sa Majesté de la Constitution et le respect de la méthodologie démocratique, ainsi que la volonté populaire en désignant une autre personnalité du PJD".



Fouad Abdelmoumni
MILITANT ET SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL
DE TRANSPARENCY
MAROC

"Le Palais veut-il vraiment un gouvernement dirigé par le PJD tout en se débarrassant d'un Benkirane trop à son aise et en affaiblissant le parti, voire en le faisant éclater ? Ou bien veut-il écarter le PJD après avoir fait pourrir encore plus la situation, pour montrer qu'il a tout fait pour respecter la lettre de la Constitution mais que rien n'y a fait, le PJD étant absolument incapable de rassembler une majorité gouvernementale ?".



Mohamed Ziane
SG DU PARTI MAROCAIN
LIBÉRAL

"Constitutionnellement, la décision prise par le roi est juste (...) Mais je ne pense pas que cela changera quelque chose à la situation. Jusque-là, Abdelilah Benkirane a exécuté les décisions du parti. Durant toute la période des négociations, les instances du PJD ont publié plusieurs communiqués soutenant les positions de leur secrétaire général".



Khalid Naciri

CONSTITUTIONNALISTE

“La décision est parfaitement conforme à la Constitution (...) La Constitution ne mentionne pas forcément le secrétaire général (...) En l’occurrence, le secrétaire général n’ayant pas pu constituer sa majorité, il relevait des prérogatives évidentes du roi de nommer un autre Chef de gouvernement issu de la même mouvance politique. La référence à l’article 42 est valable, il fait partie de la Constitution et prévoit que le roi est arbitre suprême et responsable du bon fonctionnement des institutions”.



M’hamed El Khalifa

DIRIGEANT DE L’ISTIQLAL

“Le communiqué du cabinet royal fait que le PJD ne peut vraiment pas désigner une autre personne pour former le gouvernement et aucun cadre du parti ne s’y prêtera. Aujourd’hui, le PJD a été isolé dans un angle mort (...) Son refus de participer à un gouvernement sans Benkirane s’inscrit dans une logique démocratique”.



Ilyas Elomari

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PAM

“Nous sommes depuis le début positionnés dans l’opposition (...) Nous n’avons à aucun moment demandé à rejoindre le gouvernement (...) Si demain il y a une personnalité avec laquelle on peut être d’accord, il est possible que l’on ne reste pas dans l’opposition. Il faut attendre”.



Fathallah Aarsalane

MEMBRE DU CERCLE POLITIQUE D’AL ADL WAL IHSANE

“L’intention derrière cette décision est de prouver que le Chef de gouvernement n’a aucun pouvoir et que ceux qui ont les commandes sont en dehors des institutions démocratiques”.

Mohammed VI avait écarté l’USFP de Abderahmane Youssoufi et toute la classe politique pour nommer le technocrate Driss Jettou à la primature.

Interprétation royale

C’est qu’entre hier et aujourd’hui, beaucoup d’eau a coulé sous les ponts, le contexte politique et institutionnel ayant complètement changé. En 2002, rien dans la Constitution n’obligeait le roi à choisir le Premier ministre au sein du parti arrivé premier aux législatives. Ce n’est plus le cas depuis la réforme constitutionnelle de 2011, Printemps arabe oblige. Un texte qui dispose dans son article 47 que le Chef de gouvernement doit être issu du parti arrivé premier aux élections législatives.

“SM le Roi a opté pour cette haute décision, parmi toutes les options que lui accordent la lettre et l’esprit de la Constitution, en concrétisation de sa volonté sincère et de son souci permanent de consolider le choix démocratique et de préserver les acquis réalisés par notre pays dans ce domaine”, souligne le communiqué du cabinet royal, tombé le 15 mars dans la soirée, montrant encore une fois l’attachement du chef de l’État au respect de la loi fondamentale. Même si celle-ci lui donnait la possibilité de choisir d’autres options, en se basant notamment sur l’article 42 de la Constitution, qui lui confère tous les pouvoirs pour garantir le bon fonctionnement des institutions, surtout après un blocage gouvernemental et un immobilisme qui ont duré plus de cinq mois. Une première dans l’histoire du pays. Principal allié et soutien de Benkirane, Nabil Benabdallah, comme toute la classe politique, a salué cette interprétation royale de la Constitution, qui reste selon lui “la plus fidèle à la méthodologie démocratique”.

Benkirane reste zen

“Je suis très serein”, nous a répondu au bout du fil Abdelilah Benkirane, tout juste après la publication du communiqué royal annonçant son éviction. Serein mais se refusant à tout commentaire, imposant au passage le silence à ses troupes. S’il savait qu’il était sur le départ, le désormais ex-Chef de gouvernement désigné ne s’attendait



» peut-être pas à ce que les choses se déroulent de cette manière. Selon nos informations, Benkirane avait demandé une audience royale le 14 mars pour exposer les motifs du blocage au souverain. Le lendemain, il est envoyé en mission à l'aéroport Mohammed V de Casablanca pour recevoir le président burkinabé, venu participer au Forum Afrique Développement d'Attijariwafa bank, avant d'être appelé au cabinet royal pour une rencontre avec les conseillers de Mohammed VI. Le roi ne reçoit donc pas son Chef de gouvernement, mais charge quatre de ses conseillers (El Himma, Mennouni, Azziman et Kabbaj) de lui transmettre la décision royale. Pris au dépourvu, Benkirane n'aura pas l'occasion de rencontrer une dernière fois le roi, ni de

lui expliquer les motifs de l'échec des négociations. *"J'ai rendu visite à Benkirane dans la soirée à son domicile. Il était en effet très serein, comme s'il s'était débarrassé d'un fardeau. Sa famille et ses amis l'ont même félicité de cette mise à l'écart"*, confie un de ses proches. Un témoignage qui confirme l'état d'esprit de l'islamiste en chef qui, lors de ses multiples sorties médiatiques, n'a jamais écarté l'option de son départ, répétant que si l'intérêt de la nation l'exigeait, il était prêt à *"rentrer chez lui"*. C'est désormais chose effective, ou presque, Benkirane ayant toujours la responsabilité de mener le gouvernement qui gère les affaires courantes, le temps que son futur successeur compose son équipe. Une tâche qui ne sera pas une sinécure...

Pronostics

Les favoris pour succéder à Benkirane



Mustafa Ramid

Souvent qualifié d'intraitable, celui que Mohammed VI rechignait à nommer comme ministre de la Justice s'est assagi depuis 2011. Au point que le Palais aurait pris langue avec lui, quelques jours avant la mise à l'écart de Abdelilah Benkirane. *"Que veut ton chef ? Où il va comme ça ?"*, résume une source proche des négociations. Bref, l'ancien ténor du barreau semble en odeur de sainteté auprès du roi. Le hic, c'est qu'il a déclaré récemment qu'il n'accepterait pas de remplacer Benkirane si ce dernier venait à être destitué. *"Je ne veux pas être le Ben Arafa du PJD"*, avait-il laissé entendre, en référence au sultan fantôme choisi par le protectorat français pour remplacer Mohammed Ben Youssef, futur Mohammed V. ■



Saâd-Eddine El Othmani

Le président du conseil national du PJD ne fait, pour ainsi dire, jamais de vagues. Ancien locataire du département des Affaires étrangères, Saâd-Eddine El Othmani *"fait partie des favoris à la succession de Benkirane"*, nous confie une source proche du PJD. Calme, voire effacé, ce psychiatre de formation est une des figures les plus appréciées au sein de son parti et au-delà. Lui aussi avait déclaré qu'il ne voulait pas prendre la place de Benkirane à la tête du gouvernement. ■



Aziz Rabbah

Ministre du Transport et de l'Équipement de 2012 à 2016, il est l'un des cadors du parti de la lampe et on le dit proche du Palais. Parfois même aux dépens de son patron. *"Comme certains ministres de souveraineté, Rabbah préférerait s'adresser directement au cabinet royal. Il venait voir Benkirane uniquement quand il était dans l'impasse"*, nous confie une source proche de l'ancien Chef de gouvernement. Lisse et discipliné, il ne s'est jamais attiré les foudres du shadow cabinet, contrairement à bon nombre de ses frères. ■



Aziz Akhannouch en compagnie de Driss Lachgar, l'homme dont ne voulait surtout pas entendre parler Benkirane.

Mêmes causes, mêmes effets ?

Car si la page Benkirane est désormais tournée, rien ne garantit que son successeur puisse réussir là où lui a échoué. Rappelons que si le patron du PJD n'est pas arrivé à former sa majorité, c'est en raison principalement des conditions exigées par le nouveau boss du RNI, Aziz Akhannouch. Après avoir obtenu la mise à l'écart de l'Istiqlal, ce dernier a voulu imposer la participation de l'USFP de Driss Lachgar. Une condition de trop que Benkirane a rejetée. "Si l'USFP entre au gouvernement, je ne suis pas Abdelilah", tonnait-il le 11 mars dans une rencontre avec la jeunesse de son parti à Oualidiya. Une position tranchée qui ne reflète pas que son avis personnel. "Benkirane est le chef du parti. Il a exprimé tout au long des tractations la position du bureau politique, qui a signifié clairement, dans plusieurs de ses communiqués, sa volonté de reconduire la majorité sortante qui ne comprenait pas l'USFP", explique un de ses proches. Comprenez, même si le successeur de Benkirane se montre plus conciliant, il devra convaincre tout l'appareil du parti de faire de nouvelles concessions et d'accepter les conditions de Aziz Akhannouch et ses trois alliés, le MP, l'UC et l'USFP.

Ce qui, on l'imagine bien, sera difficile à arracher, au risque de créer des dissensions au sein d'un parti islamiste jusque-là soudé derrière

son leader. Même si tout reste possible en politique. "Le PJD a accueilli favorablement le communiqué du cabinet royal. Je pense qu'ils accepteront l'entrée de l'USFP pour dépasser la situation de blocage", soutient toutefois un bon connaisseur de la formation islamiste et proche de Abdelilah Benkirane.

En effet, réuni le 16 mars, l'état-major du PJD a "interagi positivement et à l'unanimité avec le communiqué du cabinet royal", selon les déclarations de Benkirane himself. "Tous les frères étaient sincères. Les discussions se sont déroulées dans le calme, la clarté et la sincérité. Malgré quelques moments difficiles, il y avait un climat de soulagement", a confié aux journalistes le Chef de gouvernement déchu. Une réunion d'urgence où aucune décision n'a été toutefois prise, le secrétariat général ayant décidé de convoquer le conseil national du parti le 18 mars pour "discuter des suites à donner au communiqué royal, dans le respect de la volonté démocratique du parti". Que décidera le parlement du PJD ? "Ils vont certainement aller dans le sens du bureau politique et accepter la proposition du roi", confie une source proche de la formation islamiste. Quant aux quatre Akhannouch, Laenser, Sajid et Lachgar, ils se cantonnent jusque-là dans le silence, se refusant à tout commentaire. La chute de Benkirane est un peu leur victoire. ■

**LE SUCCESEUR DE
BENKIRANE DEVRA
CONVAINCRE LE PJD
DE FAIRE DE
NOUVELLES
CONCESSIONS**

EL OTHMANI

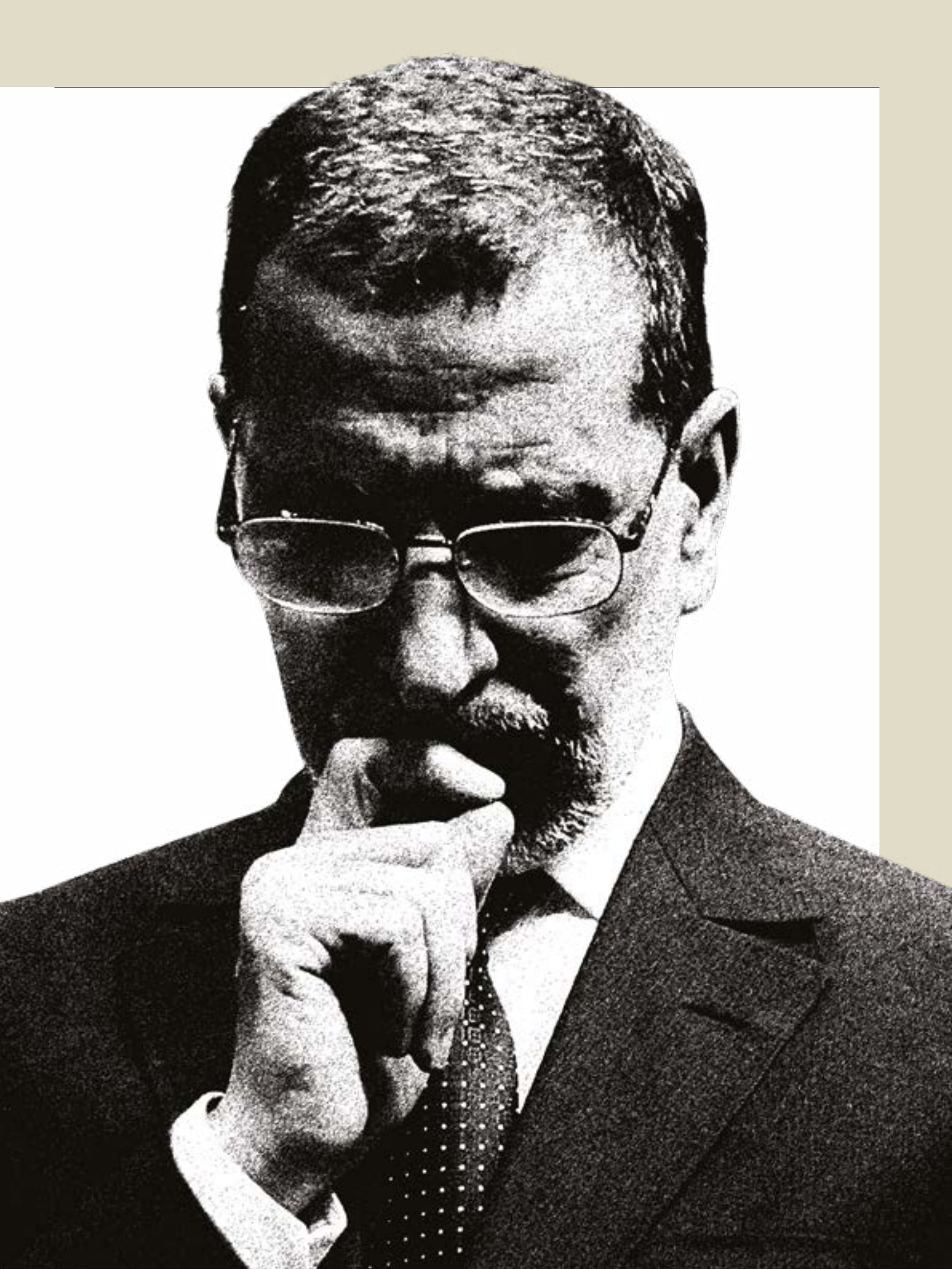
CHEF DU GOUVERNEMENT
MALGRÉ LUI

C'EST SAAD EDDINE EL OTHMANI QUI EST CHOISI PAR MOHAMMED VI POUR PRENDRE LA SUITE D'ABDELILAH BENKIRANE. LE NOUVEAU CHEF DU GOUVERNEMENT PARVIENDRA, LUI, À FORMER UNE ALLIANCE AVEC LE RNI ET L'USFP EN VUE DE FORMER UN NOUVEAU GOUVERNEMENT DANS LEQUEL IL PEINE À S'IMPOSER. ALORS QUE LE DÉBUT DE LA FIN S'ANNONCE POUR LES ISLAMISTES, EL OTHMANI TENTE DE DÉFENDRE SA POLITIQUE DANS LES COLONNES DE TELQUEL.

Rabat, Souissi, 18 heures. Le Chef du gouvernement nous reçoit dans sa résidence au quartier des Princesses, collée à la villa de la défunte princesse Lalla Fatima Zahra, tante paternelle de Mohammed VI. Après les salamalescs d'usage, on attaque par le sujet du moment : *“Quelle heure est-il, Monsieur le Chef du gouvernement ?”* Saâd-Eddine El Othmani sourit. Blague à part, une des nombreuses tares du gouvernement est le manque, voire l'absence, de communication. Assis dans un fauteuil près d'une photo officielle avec Mohammed VI, le Chef du gouvernement s'exprime, comme à son habitude, sur un ton calme. *“De temps en temps, on est précipité, on prend des décisions comme ça. Je suis tout à fait d'accord qu'on aurait dû communiquer”*, concède-t-il. Il ne change de ton que lorsque les questions visent directement sa personne,

**IL CHANGE DE TON
LORSQU'ON LUI DIT
QU'IL EST CONSIDÉRÉ
COMME UN CHEF DE
L'EXÉCUTIF “FAIBLE,
IMPUISSANT”**

comme lorsqu'on lui dit que tout le monde le considère comme un chef de l'Exécutif *“faible, impuissant”*, ou qu'il avale sans cesse bien des couleuvres, sans réagir. Comme blessé, il se départit ainsi de sa langue de bois pour se défendre, changeant de posture et de ton. Pour lui, *“si le Maroc ne se portait pas bien, il ne serait pas encore debout”*. Et il est même persuadé que son gouvernement laissera une *“trace dans l'histoire”* du Maroc. Quelle trace ? Voilà la question. De sa relation léonine avec le Palais à la fragile coalition gouvernementale, de ses rapports tendus avec Abdelilah Benkirane à ses prérogatives constitutionnelles dont il n'use pas, en passant par son seuil de tolérance face aux compromis, El Othmani revient sur les principaux reproches qu'on lui adresse. ■



Tout va très bien, Madame la Marquise

Tensions sociales, crise de confiance, modèle de développement à revoir, système d'enseignement aux abois... la situation au Maroc est telle qu'un sentiment de malaise devient de plus en plus perceptible. Mais le Chef du gouvernement n'est pas de cet avis. *"Le Maroc va bien, de façon générale"*, nous lance-t-il, placide. Vraiment ? Concédant que *"le pays a ses problèmes et ses tares"*, El Othmani va même jusqu'à soutenir que *"tous les indicateurs économiques sont au vert"*. Et de brandir le classement de Doing Business, où le Maroc vient de gagner neuf places en l'espace d'un an. *"On a nos tares et on fait de notre mieux pour les corriger. Il nous faut des réformes importantes, je crois qu'on en a fait un nombre satisfaisant"*, affirme-t-il, citant tour à tour la réforme des CRI et la Charte de déconcentration *"qui sera bientôt publiée"*. Et de donner une idée de l'envergure du chantier : *"C'est une transformation de l'architecture de l'administration, car on ne peut pas concevoir une régionalisation réussie sans déconcentration. On a de grandes réformes à mener."* Mais peut-on nier l'évi-

Il soutient que le Maroc va bien malgré les tensions sociales mises en exergue, entre autres, par des membres dirigeants de syndicat comme Allal Belarbi de la CDT (g.).

dence ? D'abord, l'échec du modèle de développement. *"Le roi n'a pas dit que le modèle a échoué mais qu'il a atteint ses limites"*, rétorque-t-il, avant de nous interroger à son tour : *"Le modèle français satisfait-il les Français ?"* Quant à la crise de confiance, le Chef du gouvernement la relativise aussi, la présentant comme une maladie contagieuse : *"C'est le cas dans le monde entier. Quand je vois la montée de l'extrême droite dans certains pays européens et au Brésil, par exemple, ça veut dire qu'il y a un malaise. Un malaise qui se transmet à tous les pays avec la mondialisation."* La mondialisation a bon dos, lui fait-on remarquer. *"Cela a un impact. Mais bien sûr qu'on a ses faiblesses"*, concède-t-il finalement.

On nous cache tout, on ne nous dit rien

Pour le sociologue français Alfred Sauvy, *"bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés, ils deviennent des sujets"*. Pas besoin d'être grand clerc pour deviner à quel camp appartiennent les Marocains. En témoignent trois importantes décisions annoncées à la va-vite depuis le mois d'août : le limogeage de Mohamed Boussaïd, le projet de loi sur le rétablissement du service militaire et le maintien de l'heure d'été. Trois grandes décisions prises de manière opaque sans le moindre débat au préalable. *"Vous parlez de ces trois cas en particulier, mais vous pouvez prendre une dizaine d'autres décisions qui ont bien été expliquées"*, réagit El Othmani en prenant l'exemple de... la réforme des CRI. *"Je suis d'accord qu'il faut tout expliquer aux citoyens. C'est vrai qu'on n'a pas bien expliqué le service militaire, on était pris par le temps. Quant à l'heure d'été, on est en discussion avec les partenaires sur la façon dont ils voient la chose. D'ailleurs, la discussion, qui n'était pas suivie par la presse, remonte à une année"*, justifie-t-il. Quid du limogeage de l'ancien argentier du royaume ? *"Il y a eu un communiqué du cabinet royal. De toute façon, c'est une décision du roi"*, répond, laconique, le Chef du gouvernement. Pour El Othmani, *"il faut déjà expliquer comment on désigne les ministres. C'était un poste politique"*. Sa réponse sur la démission refusée de



© DR



© MAP

son ministre et camarade de parti Lahcen Daoudi est tout aussi floue. *“Il a bien démissionné. Mais sa démission n’a pas été acceptée par le roi ou par moi”*, nous dit-il énigmatique. Et de rembobiner : *“Selon la Constitution, le ministre peut démissionner lui-même, comme le Chef du gouvernement peut demander au roi de le démettre de ses fonctions et le roi prend l’initiative de le limoger après consultation avec le Chef du gouvernement.”*

“Moi, faible ? Pas du tout”

Au sein de la majorité ou à l’intérieur de son propre parti, aux yeux du patronat ou sur les réseaux sociaux, le Chef du gouvernement est perçu comme faible et impuissant.

Le fait que Mohammed VI soit le chef de file unique dans des dossiers stratégiques ne dérange pas El Othmani.

El Othmani est piqué au vif quand on l’interroge sur cette image qu’on a de lui. S’exprimant jusque-là sur un ton calme et maîtrisé, il sort de ses gonds. *“Durant toute ma vie, j’ai travaillé pour servir mon pays. Que chacun dise ce qu’il veut, cela ne m’intéresse pas !”*, clame le patron du PJD. Il en retrouve presque son naturel, abandonnant le discours trop formaté : *“Je n’ai pas choisi d’être Chef de gouvernement. Je travaillais très bien dans mon cabinet et je peux bien y retourner. S’ils proposent que je démissionne demain, il n’y a pas de problème”*, nous déclare-t-il, restant cependant vague sur le “ils”. Et de poursuivre sa plaidoirie pro domo : *“Si quelqu’un me dit que je suis faible, je lui répondrai. Je ne suis pas d’accord* »



© TNOUINI

» *du tout. Autrement, comment ces réformes peuvent-elles avoir lieu. Ces réformes ne sont pas tombées du ciel.*

A monarchie exécutive gouvernement exécutant

Dans son dernier discours du trône, Mohammed VI a critiqué les retards et les dysfonctionnements de certains chantiers. Ramed, Taysir, déconcentration, dialogue social, INDH... le roi a donné au gouvernement une feuille de route, fixant même des délais. *“Quand quelque chose dans le programme du gouvernement n’a pas été exécuté et que le roi nous demande de le faire dans un certain délai, c’est plutôt un signe de soutien au gouvernement”*, essaie de tempérer El Othmani. Ce n’est donc pas un rappel à l’ordre ? *“Et alors ? Le plus important, c’est que la réforme voie le jour.”* En clair, les directives du roi ne le dérangent pas. *“Au Maroc, la monarchie, selon la Constitution, est exécutive”*, lance El Othmani. Il poursuit : *“Je précise que je suis Chef du gouvernement en*

L’indéboulonnable ministre de l’Agriculture, Aziz Akhannouch, truste les portefeuilles stratégiques au sein du gouvernement, au point d’être considéré comme le vrai chef de l’Exécutif.

vertu de cette Constitution. Si je n’en veux pas, je dois partir. Je crois qu’il y a un respect de la Constitution en général. Il y a des décisions que je prends moi-même. Il y en a d’autres que je prends après consultation et discussion.” Au début de son règne, Mohammed VI déclarait dans un entretien accordé au journal *Le Figaro* : *“Je règne et je travaille avec mon gouvernement dans un cadre constitutionnel clair qui définit la responsabilité de chacun. Il n’y a aucune ambiguïté et aucun complexe dans ce que je suis en train de vous dire. Depuis treize siècles que dure la monarchie marocaine, nous avons évolué dans ce cadre et les Marocains le veulent ainsi.”* Depuis, le Chef du gouvernement a vu ses prérogatives élargies dans la Constitution adoptée en 2011. Sont-elles respectées ? *“C’est une question piège”*, nous dit-il en riant. Et de conclure : *“De toute façon, au Maroc, gouverner ne peut se faire qu’avec Sa Majesté. Si un gouvernement peut fonctionner autrement à l’avenir, grand bien lui fasse.”*

Akhannouch et Elalamy, des ministres plus puissants que lui

Lors de l’université d’été organisée par la CGEM à la fin du mois de septembre, Saâd-Eddine El Othmani boit, durant plusieurs heures, les paroles des intervenants qui défilent. Un Chef de gouvernement devrait-il consacrer autant de temps à ce type de rencontre sans grands enjeux ? Non, selon ses ministres présents à l’événement qui ne manquent pas de s’échanger des SMS moqueurs à propos de leur “chef”. La teueur peu flatteuse des messages arrive aux oreilles d’El Othmani, qui préfère ne pas réagir. Une pareille relation ne complique-t-elle pas sa tâche ? Ses puissants ministres, Aziz Akhannouch et Moulay Hafid Elalamy, lui rendent-ils des comptes ? *“Bien sûr, nous répond-il. Car il s’agit de projets que le gouvernement a élaborés lui-même. Je suis avec eux chaque semaine.”* Il poursuit sur la même ligne de défense : *“Sur plusieurs points de la réforme des CRI, par exemple, il y a eu des différends et c’est moi qui ai tranché. Que ce soit entre le ministère de l’Intérieur et le Secrétariat général du gouvernement ou avec le ministère des Finances, en fonction des circonstances.”* »

LA TEAM D'EL OTHMANI



JAMAÂ MOÂTASSIM Son directeur de cabinet

Maire de Salé, c'est un cadre du PJD très proche de Benkirane qui a toujours été son colistier pour les élections législatives. Il assumait déjà la fonction de directeur de cabinet de l'ancien Chef du gouvernement PJD. Serait-il le Abdellah Baha d'El Othmani ? Les services du Chef du gouvernement nous répondent que non, Saâd-Eddine El Othmani n'ayant pas d'ami ou de confident comparable à l'homme de confiance de Benkirane.



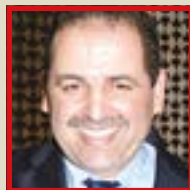
SAÂD LOUDIYI CHERRAT Son véritable directeur de cabinet

Il est l'homme à tout faire à la présidence du gouvernement. Polyglotte, il coordonne les pôles et les services de la primature. Il est aussi chargé de "vendre" l'image d'El Othmani. Auparavant, Saâd Loudiyi était directeur de cabinet de Mustapha El Khalfi quand il était ministre la Communication.



OMAR AZAMI EL IDRISSE Son ombudsman

Docteur en droit et spécialiste des questions du droit privé et du droit public, il chapeaute le pôle réglementaire et juridique. A ce titre, épaulé par des experts dans ces matières, il étudie surtout les doléances des investisseurs et les demandes de dérogations. Ce pôle contribue également aux relations avec les institutions.



SAÏD KHAÏROUNE Son Monsieur régionalisation

Ancien président de la commission des finances à la première chambre et expert des questions territoriales, il travaille sur la déconcentration, la réforme des CRI, la régionalisation et les collectivités territoriales. Il lui revient la mission d'organiser les visites régionales du gouvernement (6 visites en 16 mois).



ABDELAZIZ NIHOU Son conseiller économique

A la tête du pôle économique, il a pour mission le suivi des rapports et la réflexion sur les grands sujets économiques et des finances publiques. Une sorte de task force qui a travaillé sur les rapports de la BAD, de l'OCDE et du MCC traitant des contraintes de la croissance.



FATIMA BARGACH Sa directrice administrative et financière

Elle a en charge le pôle des entreprises et des établissements publics. Ex-cadre du ministère des Finances, elle a passé la majeure partie de sa carrière en France, entre cabinets de consulting et poste de directrice administrative et financière dans de grandes entreprises. Ingénieure de l'Ecole Hassania et spécialiste des établissements publics, elle veille à la convergence des stratégies de ces établissements, la tenue des conseils d'administration, voire les arbitrages demandés par le Chef du gouvernement.



THAMI MAAROUFI Son chargé du Doing Business

Ancien cadre du ministère des Finances, il dirige le pôle du climat des affaires. Sa principale mission : écouter le secteur privé et s'occuper du pilotage de Doing Business. Son rêve ? Voir le Maroc entrer dans le top 50 en 2021.



ABDELHAQ EL ARABI Son Monsieur social

Il dirige le pôle social qui travaille sur les questions de l'éducation, la santé, la politique sociale du gouvernement, le rapport avec les partenaires sociaux et surtout les syndicats. Il a assumé auparavant les fonctions de directeur général du PJD.



AHMED KHALID BENOMAR Son chargé du bilan gouvernemental

Il dirige une unité nouvellement créée et dénommée "Plan d'Exécution du Programme Gouvernemental". Ce travail de monitoring permet de produire un tableau de bord actualisé qui a abouti à la publication de deux documents en 18 mois : bilan des 120 premiers jours et le bilan à 12 mois. Diplômé de l'Essec, il a rejoint l'Agence du Nord pour superviser les questions stratégiques après 3 ans dans le conseil en stratégie dans le secteur public.

» Ramid, le boycotteur

El Mostafa Ramid boycotte le Conseil de gouvernement depuis le 4 octobre. La raison ? Son Plan national en matière de démocratie et des droits de l'homme (PANDDH) n'a pas été publié au Bulletin officiel, bien qu'il ait été adopté en Conseil de gouvernement en décembre dernier. Ainsi, le Secrétariat général du gouvernement aurait refusé de publier le texte à la demande de "certaines parties", lesquelles n'ont pas été nommées. Une nouvelle crise à l'horizon ? En tout cas, Saâd-Eddine El Othmani joue déjà le go-between pour mettre fin au différend en adressant un courrier à Mohamed Hajoui afin de réclamer des explications sur la non-publication du PANDDH. *"Le Secrétaire général du gouvernement m'a contacté pour me dire qu'il allait publier le texte dans un mois, mais qu'il y avait aussi des engagements que l'Etat devait assumer. Cela devait engager 14 dépar-*

Il a été surnommé "Ben Arafa" par certains, pour avoir accepté de former un gouvernement après l'éviction de Benkirane. Ce que El Othmani considère comme une injustice.

tements ministériels. Je dois faire, encore une fois, l'arbitre pour rapprocher les points de vue", explique le chef de l'Exécutif. Et de glisser une indiscretion : *"Ce plan contient de grands engagements et nous avons besoin de visibilité. Nous allons créer une commission, encore une, dit-il en souriant. El Mostafa Ramid était chez moi hier (le 29 octobre, ndlr) et on en a reparlé. Je suis là pour résoudre des problèmes et non pour compliquer davantage les choses."* Le ministre d'Etat a d'ailleurs décidé de mettre fin au "boycott" après des instructions de Mohammed VI demandant au gouvernement de préparer les textes juridiques pour traduire le plan en vue de son exécution.

La majorité fait de la résistance

Le 15 octobre, le patron du PAM, Hakim Benchamach, a été élu président de la Chambre des conseillers, battant à plate couture le candidat du PJD, Nabil Chikhi. Et ce sont les partis de la majorité, censés pourtant soutenir leur allié au gouvernement, qui ont voté pour le candidat de l'opposition, au nez et à la barbe des islamistes. Ce qui a mis au grand jour, si besoin était, les inimitiés qui minent les partis de la majorité. *"C'est à eux qu'il faut poser la question (...) La politique est dictée par des circonstances",* esquive El Othmani. *"Cette majorité s'est regroupée pour former un gouvernement autour d'un programme gouvernemental. Si cela nous réunit encore, le reste est secondaire",* dit-il.

Benkirane, le frère ennemi

Il est de notoriété publique que la relation entre Abdelilah Benkirane, peu avare en petites piques contre l'actuel Exécutif, et Saâd-Eddine El Othmani n'est pas beau fixe. Certains la qualifient même *"d'exécration"*. Ce qu'El Othmani réfute : *"Benkirane fait partie des grands leaders du parti. Nous avons travaillé côte à côte pendant quarante ans et nous allons encore travailler la main dans la main. On se voit de temps en temps. Il m'appelle beaucoup."* Il nous affirme même qu'il lui *"arrive de le consulter"*. Qu'en est-il des tensions qui agitent le PJD depuis le limogeage de Benkirane en tant que Chef du gouvernement ? *"C'est vrai qu'il y a des ten-*



© TMOUJIN

sions au sein du parti, mais, *inchallah*, il n'y aura pas de scission", prophétise le chef de file des islamistes.

Laisser une trace

Depuis son arrivée à la tête du gouvernement, Saâd-Eddine El Othmani a avalé bien des coulevres, sans réagir à chaque fois. Pris entre le marteau du pouvoir et l'enclume de ses détracteurs au PJD, il n'a jamais brandi la menace de la démission, préférant sans cesse le compromis. Mais a-t-il seulement une ligne rouge qui, sitôt franchie, le poussera à jeter l'éponge? *"Bien sûr. Ils le savent et moi aussi je le sais."* Mais encore? *"A la majorité, nous sommes réunis autour de deux choses : la constitution d'un gouvernement et un programme. La charte de la majorité dit que, en cas de problèmes, on les résout entre nous par le dialogue. L'intérêt du pays est plus grand que cela. Il faut être raisonnable et logique."* La réponse est toujours floue, lui fait-on remarquer. L'homme se redresse, prend à nouveau un ton remonté, avant d'enchaîner avec une longue tirade : *"Ecoutez, quand j'ai quitté le ministère des Affaires étrangères, j'allais quitter la scène politique, mais le parti en a décidé autrement en m'obligeant à être candidat au poste de secrétaire général. On fait beaucoup de bruit pour rien. Des gens s'insultent chaque jour sur Facebook et se réconcilient par la suite. On me dit que je suis derrière le boycott et je n'ai pas répondu. J'ai reçu un rapport et je me suis aperçu qu'il y avait quelque chose comme 14 membres du PJD qui y étaient très actifs. Ils nous ont attaqués et nous avons répondu par un communiqué officiel du secrétariat général. Qu'est-ce que vous voulez de plus? Je le répète: ce sont les réformes qui m'intéressent le plus et si je parviens à amener mes alliés à travailler pour leur réussite, j'aurai gagné mon pari. Je vais terminer mon mandat de cinq ans et j'aimerais laisser le souvenir de quelqu'un qui a fait quelque chose."* Dont acte. ■



© TMOUINI

Il avale des coulevres depuis qu'il est Chef du gouvernement. Sans s'en offusquer.

DES GAFFES ET DES DÉGÂTS

► "Daechiens", carrément

Le 19 octobre, le conseil de la mairie de Rabat, que préside Mohamed Sadiki, n'a pas pu se tenir. Les élus du PAM (opposition), en ont bloqué les travaux d'une manière qui n'a pas été du goût de Saâd-Eddine El Othmani qui y a été trop fort dans l'insulte. Le SG du PJD a traité les conseillers pamistes, du MP et de l'UC de "Daechiens". *"Bloquer les institutions est une chose inacceptable"*, se justifie le Chef du gouvernement.

► Le Kosovo, c'est où ?

Le 19 septembre, il prenait part à l'Assemblée générale de l'ONU en tant que représentant du Maroc. Après un échange sur WhatsApp, il finit par rencontrer le ministre des Affaires étrangères et ancien président du Kosovo. Ce dernier affirmera qu'il a abordé avec El Othmani la possibilité d'*"établir des relations diplomatiques"* entre les deux pays. La Serbie n'en revient pas. Au Maroc, on accuse le Chef du gouvernement de mettre en péril la question du Sahara, la Serbie pouvant modifier sa position neutre sur le sujet. El Othmani a démenti malgré les preuves photographiques de la rencontre qui circulent sur les réseaux sociaux.

► Le café crème qui ne passe pas

Nous sommes le 2 novembre 2017. Vers minuit, un tweet et un post Facebook du Chef du gouvernement annoncent l'arrestation des présumés meurtriers du café La crème à Marrakech, le fait-divers dont tout le monde parle. Une demi-heure plus tard, il rectifie le tir en affirmant que les autorités enquêtent toujours. Evidemment, et comme toujours, les Internautes ne l'ont pas raté, se moquant de lui car il propage des fake news. ■



Approfondissez votre suivi de l'actualité

JE M'ABONNE À TELQUEL

Sur telquel.ma/abo ou en remplissant le coupon ci-dessous

1 AN
à la Formule intégrale
(papier + digital) pour
799 DH*

1 AN
à la Formule
digitale pour
599 DH

1 AN
à la Formule digitale
étudiant pour
349 DH**

Mme M.

Nom et prénom :

Adresse de livraison :

.....

Code Postal : [][][][][][] Ville :

Tél. (facultatif) :

Email :

* Prix à l'étranger : UE/MAGHREB : 200EUR - USA/RESTE DU MONDE : 250\$

** Une attestation de l'établissement d'enseignement est à joindre obligatoirement à ce coupon)

Pour plus d'informations, vous pouvez nous contacter :

✉ Par email sur : abo@telquel.ma

☎ Par téléphone ou WhatsApp au : 06 67 359 335

Ci-joint mon règlement à l'ordre de
TELQUEL DIGITAL par :

Chèque bancaire⁽¹⁾

Espèces⁽²⁾

Virement⁽³⁾

(1) Chèque libellé à l'ordre de Telquel Digital, barré et non endossable, à déposer directement dans nos locaux au 34 rue Charam Achaykh 5ème étage Quartier Palmier, Casablanca. Pour la collecte à votre domicile ou dans vos bureaux, nous contacter au 06 67 359 335. (Casablanca et Rabat uniquement).

(2) À déposer directement dans nos locaux au 34 rue Charam Achaykh 5ème étage Quartier Palmier, Casablanca. Pour la collecte à votre domicile ou dans vos bureaux, nous contacter au 06 67 359 335. (Partout au Maroc).

(3) Virement à l'ordre de Telquel Digital / RIB : 011 780 0000 14 210 00 61112 64 / CODE SWIFT : BMCE MAMC / IBAN : MA64.